

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3540

[2012/206711]

8 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée par le décret du 22 décembre 2010 modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000, les articles 31, 36 et 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 28 août 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 12 septembre 2012;

Vu l'avis 51.875/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, 1/, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune;

Considérant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Considérant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que des modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole ;

Considérant le Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Considérant la Décision C(2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007 approuvant le programme wallon de développement rural pour la période de programmation 2007-2013;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixe les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimités au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et les mesures préventives particulières qui y sont applicables ;

Considérant que la mise en œuvre des mesures préventives visant à la préservation des milieux naturels et des espèces impose des contraintes particulières aux propriétaires et gestionnaires agricoles et forestiers établis dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que les indemnités annuelles Natura 2000 sont destinées à compenser les contraintes relatives à la mise en œuvre du régime préventif, qui représentent des coûts et des pertes de revenus pour les propriétaires et gestionnaires de sites Natura 2000 ainsi que de sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant qu'il y a lieu d'encourager, par des subventions, la gestion active des sites Natura 2000, des sites candidats au réseau Natura 2000 et des sites faisant partie de la structure écologique principale par des actions volontaires qui visent à maintenir, à gérer, voire à restaurer les milieux agricoles, forestiers et naturels en vue de maintenir ou rétablir dans un état de conservation favorable les espèces et les types d'habitat naturel d'intérêt communautaire pour lesquels les sites ont été désignés;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature et de la Forêt;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Administration : Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2^o activité agricole : la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles, y compris la récolte, la traite, l'élevage et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales telles que définies à l'article 6 du règlement 73/2009 et à son annexe III;

3^o agriculteur : une personne physique ou morale ou un groupement de personnes physiques ou morales dont l'exploitation se trouve au moins partiellement sur le territoire de la Région wallonne et qui exerce une activité agricole au sens du point 2^o;

4^o arrêté de désignation : arrêté du Gouvernement wallon pris en vertu de l'article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

5^o arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 : arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant sur les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

6^o arbre d'intérêt biologique : un arbre d'intérêt biologique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon 24 mars 2011;

7° arbre mort : un arbre mort au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

8° arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2011 : arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

9° bande extensive : une bande enherbée située en unité de gestion 4;

10° bois et forêts : les bois et forêts au sens de l'article 2, alinéa 1^{er} et 2^e du décret relatif au Code forestier du 15 juillet 2008;

11° déclaration de superficie : la déclaration du producteur indiquant :

a) pour l'agriculteur, toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 6, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

b) pour le propriétaire forestier : toutes les parcelles de bois et forêts dont il est propriétaire en site Natura 2000 ou en site candidat Natura 2000 et leurs superficies;

12° forêt éligible : bois et forêt :

a) d'un site Natura 2000, à l'exclusion des plantations exotiques cartographiées comme telles par l'Administration dans l'arrêté de désignation;

b) d'un site candidat au réseau Natura 2000, à l'exclusion des parcelles composées de résineux d'une surface supérieure à dix ares d'un seul tenant;

c) d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000, et considérés comme forêt éligible suivant l'attestation de conformité de l'administration rendue conformément à ce que prévoit l'article 45;

13° gestionnaire : une personne physique ou morale qui a la responsabilité de gérer comme agriculteur, comme propriétaire forestier ou comme occupant une parcelle dans un site Natura 2000 ou dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

14° îlot de conservation : un îlot respectant les critères définis à l'article 2, § 1^{er}, § 2 et § 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

15° jour ouvrable : tous les jours de la semaine sauf les samedis, dimanches et jours fériés;

16° Ministre : le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions;

17° par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi : envoi par fax, envoi par recommandé ou dépôt contre récépissé;

18° parcelle agricole : toute étendue de terre arable ou de prairie d'un seul tenant gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

19° prairie permanente en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 : toute parcelle agricole située dans un périmètre d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000 et déclarée au SIGEC pour l'année en cours comme prairie permanente ou pâturage à statut particulier;

20° prairie permanente à contraintes faibles : prairie permanente située en site Natura 2000 pour laquelle l'arrêté de désignation n'impose aucune limitation spécifique concernant la fertilisation;

21° prairie permanente à contraintes fortes : une prairie permanente située en site Natura 2000 autre que celles à contraintes faibles;

22° propriétaire public : une personne morale de droit public possédant des terrains situés en Région wallonne ou titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage;

23° propriétaire privé : un propriétaire, autre que public, de terrains situés en Région wallonne ou titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage;

24° Règlement n° 73/2009 : Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

25° Règlement n° 65/2011 : Règlement (UE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

26° unité de gestion : unité de gestion au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 2. Seules les superficies situées sur le territoire de la Région wallonne bénéficient des indemnités et subventions prévues par le présent arrêté.

Art. 3. L'administration est chargée du paiement des indemnités et des subventions, de la récupération des paiements indus, de l'application des pénalités et de la gestion des recours.

Art. 4. Chaque bénéficiaire peut percevoir les indemnités ou les subventions visées aux articles 26 et 33 à concurrence d'un montant maximum de 200.000 euros au cours de trois années comptables successives et ce pour l'ensemble de ses parcelles reprises en sites Natura 2000 ou en sites candidats au réseau Natura 2000.

Art. 5. Le directeur général de l'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux indemnités et subventions.

Section 2. — De la structure écologique principale

Art. 6. § 1^{er}. La structure écologique principale est composée des sites Natura 2000, des sites candidats au réseau Natura 2000 et des sites de grand intérêt biologique.

§ 2. Un site de grand intérêt biologique est une unité géographique englobant un ensemble d'unités d'habitat ou de biotope homogènes adjacentes ou proches de moins de 600 mètres. Il abrite au moins une espèce rare, menacée ou protégée ou au moins un habitat rare, menacé ou protégé visés aux articles 2, 2bis et 3, §§ 1^{er} et 2, 3^o de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 7. Le Ministre arrête la structure écologique principale.

Art. 8. Il la met à jour périodiquement pour tenir compte des nouvelles informations biologiques et des actions de protection et de restauration des acteurs de terrain ainsi que pour en préciser les limites.

Section 3. — Paiement et recouvrement de paiements indus

Sous-section 1^{re}. — Paiement

Art. 9. § 1^{er}. Les indemnités visées aux articles 19 et 26 et la subvention visée à l'article 33 sont payées annuellement sur base d'une demande introduite auprès de l'administration dans les délais fixés par cette dernière en application de la réglementation mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

L'administration vérifie que toute demande introduite est complète et conforme aux dispositions du présent arrêté.

L'indemnité ou la subvention n'est accordée que si le déclarant a respecté la réglementation et les obligations correspondantes, en ce compris celles qui seraient modifiées en fonction du droit communautaire, sur la superficie faisant l'objet de la demande.

§ 2. L'introduction tardive de la demande entraîne une diminution du montant de l'indemnité ou de la subvention de un pour cent par jour de retard par rapport à la date limite fixée par l'administration pour l'introduction des formulaires de déclaration de superficie.

§ 3. Toute demande introduite avec plus de vingt-cinq jours de retard est irrecevable.

Dans ce cas, le droit à l'indemnité ou à la subvention pour l'année concernée est perdu sans libérer le bénéficiaire de ses obligations.

Art. 10. § 1^{er}. Les demandes introduites donnant droit à une indemnité ou à une subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

§ 2. L'indemnité ou la subvention est établie par l'administration sur base de toutes les données utiles, notamment celles figurant dans la déclaration de superficie, dans l'arrêté de désignation du site Natura 2000, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, sur base des contrôles administratifs et, le cas échéant, sur base des contrôles sur place.

Sous-section 2. — Recouvrement de paiement indu

Art. 11. § 1^{er}. En cas d'indemnité ou de subvention indûment versée, l'administration peut opérer une compensation avec tout autre montant dû au demandeur au titre des aides prévues au Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ou dans le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003.

Le recouvrement d'un paiement indu peut être effectué par voie de déduction sur les paiements ou sur les avances qui interviennent en faveur du bénéficiaire concerné après la décision de recouvrement.

L'alinéa précédent reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou procédure d'insolvabilité.

§ 2. En cas de recouvrement, le taux d'intérêt est calculé au taux légal. Les intérêts courent de la notification de l'obligation de remboursement au bénéficiaire jusqu'à la date dudit remboursement ou de la déduction des sommes dues. Lorsque le paiement indu est remboursé dans les trente premiers jours suivant la date de la demande de recouvrement ou lorsque la déduction des sommes dues est opérée dans le même délai, aucun intérêt n'est dû.

Section 4. — Contrôle

Art. 12. Les fonctionnaires et agents de l'administration sont habilités à contrôler le respect des conditions d'octroi des aides et subventions ainsi que le respect des obligations.

Art. 13. Conformément à l'article 4, § 6, du Règlement n° 65/2011, tout refus de contrôle entraîne de plein droit la perte de l'indemnité ou de la subvention.

Section 5. — Pénalité

Art. 14. § 1^{er}. Le non-respect des dispositions prévues par l'arrêté de désignation, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 entraîne une réduction de l'aide.

Conformément à l'article 18, § 2, du Règlement n° 65/2011, le montant de cette réduction est établi en fonction de la gravité, de l'étendue et du caractère persistant du manquement constaté.

§ 2. Le régime de réduction et de suppression des aides et indemnités est réparti en 6 niveaux, établis comme suit :

1^o Niveau 1 : avertissement;

2^o Niveau 2 : réduction de 10 % sur le paiement annuel pour la parcelle ou la propriété considérée;

3^o Niveau 3 : réduction de 50 % du paiement annuel pour la parcelle ou la propriété considérée;

4^o Niveau 4 : suppression du paiement annuel pour la parcelle ou la propriété considérée;

5° Niveau 5 : suppression du paiement annuel pour la parcelle ou la propriété considérée, et exclusion du bénéfice de l'indemnité ou de la subvention de l'année suivante;

6° Niveau 6 : suppression du paiement annuel pour la parcelle ou la propriété considérée et récupération des montants perçus les cinq dernières années, le cas échéant.

§ 3. Conformément à l'article 18, § 3, du Règlement n° 65/2011, si le manquement résulte d'irrégularités commises intentionnellement, le niveau de réduction d'aide retenu est au moins de niveau 5.

§ 4. Lorsque le manquement est constitué par l'absence d'une autorisation préalable, le niveau de réduction est au moins de niveau 2.

§ 5. Le Ministre est habilité à établir une grille de réduction en fonction des manquements.

Le niveau de réduction prononcé pourra être plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté.

§ 6. Si plusieurs cas de non-respect des conditions sont constatés pour une même unité de gestion ou pour une même parcelle, le niveau de réduction d'aide retenu correspond au niveau le plus élevé.

En cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité, ou une seconde réduction au cours de la même période de cinq ans, le niveau de la réduction d'aide est majoré de deux niveaux.

Section 6. — Des recours

Art. 15. Le bénéficiaire peut introduire un recours contre toute décision de l'administration relative aux indemnités ou aux subventions auprès de l'Inspecteur général du Département des Aides de l'Administration pour les indemnités et subventions prévues aux chapitres 3 et 4, ou auprès de l'Inspecteur général du Département Nature et Forêt pour les subventions visées aux chapitres 5 et 6.

Art. 16. Pour être recevable, ce recours écrit doit être envoyé par lettre recommandée ou par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision, ou à dater de l'issue du délai prévu à l'article 41, alinéa 2, et doit être accompagné des arguments et documents à l'appui de son recours.

Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il se prolonge jusqu'au jour ouvrable suivant.

Tout recours envoyé sous une autre forme ou en dehors du délai prévu est irrecevable.

Art. 17. L'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts dispose de soixante jours pour notifier sa décision au demandeur.

Section 7. — Cession

Art. 18. Lorsque le demandeur ou le bénéficiaire d'une indemnité ou d'une subvention cède temporairement ou définitivement une superficie située en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 à un tiers, le cédant stipule, au profit de la Région wallonne, le respect, par le cessionnaire, des obligations qui portent sur cette superficie.

CHAPITRE III. — Indemnité agricole

Section 1^{re}. — Montant de l'indemnité

Art. 19. § 1^{er}. Une indemnité annuelle de cent euros par hectare est accordée aux agriculteurs qui exploitent des prairies permanentes en site candidat au réseau Natura 2000, jusqu'à et y compris l'année de sa désignation, si pour cette dernière année, l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après le 31 mars.

§ 2. Une indemnité annuelle est accordée aux agriculteurs qui exploitent des parcelles agricoles reprises dans les sites Natura 2000 couverts par les arrêtés de désignation du 30 avril 2009.

Le montant de cette indemnité est déterminé de la manière suivante :

1° cent euros par hectare pour les superficies de prairies permanentes à contraintes faibles;

2° deux cents euros par hectare pour les superficies de prairies permanentes à contraintes fortes;

3° deux cents euros par hectare pour les superficies de cultures pour la présence de brôme épais (*Bromus grossus*).

§ 3. Une indemnité annuelle est accordée aux agriculteurs qui exploitent des parcelles agricoles reprises en site Natura 2000 dont l'arrêté de désignation est adopté et publié au *Moniteur belge* au plus tard le 31 mars de l'année considérée.

Le montant de cette indemnité est déterminé de la manière suivante :

1° cent euros par hectare pour les superficies de prairies de liaison, correspondant à l'unité de gestion 5, ou pour les superficies de prairies permanentes en site Natura 2000 issues de cultures correspondant à l'unité de gestion 11;

2° vingt-cinq euros et nonante centimes par tranche de vingt mètres de « bandes extensives », unité de gestion 4;

3° quatre cent quarante euros par hectare pour les superficies de prairies permanentes en site Natura 2000 situées dans une autre unité de gestion.

Art. 20. La période couverte par les indemnités mentionnées dans le présent chapitre débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Art. 21. § 1^{er}. Sauf cas dûment justifié et sans préjudice de l'article 9 du Règlement n° 65/2011, l'indemnité est payée dans l'année à laquelle elle se rapporte.

§ 2. Si les contrôles sur place n'ont pu être réalisés, l'indemnité est payée à concurrence de 75 % dans l'année à laquelle elle se rapporte pour autant que les contrôles administratifs soient terminés.

Art. 22. Une notification du calcul de l'indemnité octroyée est envoyée au bénéficiaire à l'issue de chaque période annuelle couverte par l'indemnité.

Art. 23. La cession visée à l'article 18 n'a d'effet qu'au premier janvier de l'année qui suit ladite cession.

Section 2. — Conditions d'admissibilité et d'éligibilité

Art. 24. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 19, l'agriculteur doit satisfaire aux conditions d'admissibilité cumulatives suivantes :

1° être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement n° 73/2009;

2° introduire annuellement, dans les délais fixés par l'administration, par envoi recommandé ou contre remise d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs du Département des Aides de l'Administration, une demande d'indemnité au moyen du formulaire de déclaration de superficie établi par l'administration;

3° disposer de la parcelle à la date définie par l'Administration conformément à l'article 35, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 73/2009.

Pour satisfaire au critère établi à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'agriculteur indique dans la déclaration de superficie toutes les parcelles agricoles qu'il exploite, en ce compris celles pour lesquelles aucune aide, subvention ou indemnité n'est demandée, pour quelque régime d'aide que ce soit. La demande dûment complétée, datée et signée, est accompagnée d'une copie des photoplans fournis par l'administration sur lesquels sont localisées avec précision les parcelles déclarées.

Art. 25. Pour être éligible à l'indemnité visée à l'article 19, l'agriculteur dispose d'une superficie cumulée induisant au moins une indemnité de cent euros.

CHAPITRE IV. — Indemnité et subventions supplémentaires non-agricoles

Section 1^{re}. — Indemnité non-agricole

Sous-section 1^{re}. — Montant de l'indemnité

Art. 26. § 1^{er}. Une indemnité de quarante euros par hectare de forêt éligible est accordée annuellement aux propriétaires privés pour les parcelles de forêt éligible au sens de l'article 1^{er}, 12°, a) et 12°, c), pour autant que l'arrêté de désignation ait été publié au *Moniteur belge* au plus tard à la date fixée par l'administration pour la rentrée des déclarations de superficie.

§ 2. Une indemnité de vingt euros par hectare de forêt éligible est accordée annuellement aux propriétaires privés pour les parcelles de forêt éligible au sens de l'article 1^{er}, 12°, b), jusqu'à et y compris l'année de sa désignation du site Natura 2000, si, pour cette dernière année, l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* après la date fixée par l'administration pour la rentrée des déclarations de superficie.

Art. 27. La période couverte par les indemnités mentionnées dans le présent chapitre débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Art. 28. § 1^{er}. Sauf cas dûment justifié et sans préjudice de l'article 9 du Règlement n° 65/2011, l'indemnité est payée dans l'année à laquelle elle se rapporte.

§ 2. Si les contrôles sur place n'ont pu être réalisés, l'indemnité est payée à concurrence de 75 % dans l'année à laquelle elle se rapporte pour autant que les contrôles administratifs soient terminés.

Art. 29. Une notification du calcul de l'indemnité octroyée est envoyée au bénéficiaire à l'issue de chaque période annuelle couverte par l'indemnité.

Art. 30. La cession visée à l'article 18 n'a d'effet qu'au premier janvier de l'année qui suit ladite cession.

Sous-section 2. — Conditions d'admissibilité et d'éligibilité

Art. 31. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 26, le propriétaire privé satisfait aux conditions d'admissibilité cumulatives suivantes :

1° être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du règlement n° 73/2009;

2° introduire annuellement, dans les délais fixés par l'administration, par envoi recommandé ou contre remise d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs du Département des Aides de l'Administration, une demande d'indemnité au moyen du formulaire de déclaration de superficie établi par l'administration;

3° disposer de la parcelle à la date définie par l'administration conformément à l'article 35 du Règlement n° 73/2009.

Art. 32. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 26, le propriétaire privé satisfait aux conditions d'éligibilité cumulatives suivantes :

1° disposer d'une superficie cumulée visée à l'article 26, induisant au moins une indemnité de cent euros;

2° identifier sur le photoplan et marquer physiquement sur le terrain, selon les modalités arrêtées par le ministre, les îlots de conservation;

3° marquer physiquement sur le terrain, selon les modalités arrêtées par le ministre :

a) minimum deux arbres morts par hectare de bois et forêts hors îlot de conservation;

b) minimum un arbre d'intérêt biologique par 2 hectares de forêt éligible hors îlot de conservation.

Pour satisfaire au critère établi à l'alinéa 1^{er}, 3°, le propriétaire privé indique dans la déclaration de superficie toutes les parcelles forestières qui lui appartiennent dans les sites Natura 2000 ou dans les sites candidats au réseau Natura 2000. La demande dûment complétée, datée et signée, est accompagnée d'une copie des photoplans fournis par l'administration sur lesquels sont localisées avec précision les parcelles déclarées.

Section 2. — Subvention supplémentaire non-agricole

Art. 33. § 1^{er}. Le propriétaire privé qui bénéficie des indemnités non-agricoles visées à l'article 26, obtient une subvention supplémentaire s'il la sollicite dans sa demande d'indemnités visée à l'article 31, alinéa 1^{er}, 2^o.

Cette subvention supplémentaire est accordée pour les surfaces :

- 1^o de lisière constituée d'une bande de maximum vingt mètres de large au-delà des dix premiers mètres;
- 2^o d'îlot de conservation qui se situe au-delà des trois premiers pour cent de surface d'îlot de conservation.

§ 2. Pour bénéficier de cette subvention supplémentaire, le propriétaire privé :

- 1^o identifie sur le photoplan les lisières;
- 2^o identifie sur le photoplan et marque physiquement sur le terrain, selon les modalités arrêtées par le ministre, les îlots de conservation.

§ 3. La subvention visée au § 1^{er} est également accessible aux propriétaires publics autres que régionaux et fédéraux, quelle que soit la superficie de bois et forêts dont ils sont propriétaires, aux mêmes conditions que celles visées au § 1^{er}, pour les surfaces excédant le minimum prescrit par l'article 71, alinéa 1^{er}, 4^o, et alinéa 2, du décret relatif au Code forestier du 15 juillet 2008.

§ 4. Le montant de la subvention supplémentaire est de cent euros pour chaque hectare visé au § 1^{er}.

§ 5. La surface minimale cumulée pour bénéficier de la subvention supplémentaire est de un hectare. Elle peut être constituée de plusieurs éléments pour autant que ceux-ci aient une surface individuelle de dix ares.

La superficie éligible pour les îlots de conservation supplémentaires concerne les zones de gros bois ou à défaut d'autres zones boisées. En aucun cas, les îlots de conservation supplémentaires ne peuvent être désignés dans les milieux ouverts. Leur superficie ne peut excéder dix pour cent de la surface totale de la propriété en Natura 2000.

§ 6. Les lisières et îlots de conservation bénéficiant de cette subvention supplémentaire sont maintenus pendant une période de minimum trente ans.

Art. 34. La période couverte par les subventions supplémentaires mentionnées dans le présent chapitre débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Art. 35. § 1^{er}. Sauf cas dûment justifié et sans préjudice de l'article 9 du Règlement n^o 65/2011, l'indemnité est payée dans l'année à laquelle elle se rapporte.

§ 2. Si les contrôles sur place n'ont pu être réalisés, l'indemnité est payée à concurrence de 75 % dans l'année à laquelle elle se rapporte pour autant que les contrôles administratifs soient terminés.

Art. 36. Une notification du calcul de la subvention supplémentaire octroyée est envoyée au bénéficiaire à l'issue de chaque période annuelle couverte par la subvention.

Art. 37. La cession visée à l'article 18 n'a d'effet qu'au premier janvier de l'année qui suit ladite cession.

CHAPITRE V. — Subventions à la restauration ainsi qu'à la gestion des milieux ouverts

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 38. § 1^{er}. Une subvention est accordée aux travaux de restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire ainsi qu'aux travaux de gestion des milieux ouverts aux conditions reprises aux articles 46, 47, 48, 49, 50 et 51.

L'administration vérifie que toute demande introduite est complète et conforme.

§ 2. L'administration évalue l'opportunité de la demande de subvention au regard du potentiel biologique et sur la base d'une comparaison entre les coûts financiers et les bénéfices pour la biodiversité, identifiables de l'opération.

Le Ministre est habilité à établir les modalités de cette comparaison.

§ 3. La subvention est accordée aux gestionnaires ou aux propriétaires publics ou privés de terrains situés en Région wallonne.

§ 4. Si l'exécution d'actes ou travaux requiert un permis d'urbanisme ou unique ou s'ils sont soumis à déclaration urbanistique, les subventions ne seront liquidées que si le demandeur a obtenu préalablement ce permis ou notifié sa déclaration.

Art. 39. § 1^{er}. Toute demande de subvention est réalisée à l'aide du formulaire fourni par l'administration et est adressée au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts où se trouve la propriété ou la parcelle ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci.

§ 2. Le formulaire est accompagné :

- 1^o d'un devis estimatif des travaux envisagés ou devis d'entreprises;
- 2^o d'un extrait du plan cadastral où le périmètre précis faisant l'objet de la demande de subvention est délimité par une fine ligne rouge;
- 3^o d'un extrait de la carte IGN au 1/10 000^e où la zone concernée est identifiée en rouge;
- 4^o d'une copie de la matrice cadastrale concernée ou de tout autre document de nature à établir la propriété et la ou les superficies de la ou des parcelles concernées;
- 5^o le cas échéant, d'un mandat dûment signé par le ou les propriétaires concernés.

§ 3. Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les dix jours ouvrables.

Art. 40. Au sein d'un site Natura 2000 ou au sein d'un site candidat au réseau Natura 2000 ou au sein de la structure écologique principale, un seul dossier de subvention est accordé par propriétaire ou gestionnaire par année civile. Ce dossier peut inclure plusieurs parcelles ainsi que plusieurs types de subvention.

Art. 41. Le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts saisi de la demande de subvention notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet et spécifie l'unité de gestion à laquelle la ou les parcelles appartiennent après restauration. Les travaux ne débutent qu'après avoir reçu l'accord du Directeur et, le cas échéant, l'obtention des autorisations et permis nécessaires à la réalisation des travaux.

En l'absence de décision dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, la demande est réputée refusée.

Art. 42. La subvention est liquidée en une fois après contrôle administratif et sur place par l'administration sur base des montants forfaitaires prévus, ou sur présentation des copies des factures acquittées par le demandeur, ou sur présentation d'une déclaration de créance.

Art. 43. Les factures présentées sont validées par l'administration et doivent correspondre aux coûts du marché. Les déclarations de créance sont validées par l'administration sur base de la comparaison avec des devis établis par au moins deux entreprises, fournis par le demandeur.

Art. 44. La demande de paiement parvient au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts vingt-deux mois au plus tard après la date de la décision statuant sur la demande de subvention.

Art. 45. Lorsque des travaux de restauration ont été réalisés, l'administration délivre au propriétaire ou au gestionnaire une attestation de conformité rappelant l'unité de gestion à laquelle la ou les parcelles restaurées appartiennent.

Cette attestation de conformité permet au propriétaire ou au gestionnaire, s'il le souhaite, de solliciter les indemnités prévues aux articles 19 et 26.

Section 2. — Subvention à la restauration des pelouses et landes

Art. 46. Les travaux et montants éligibles au droit de la subvention sont les suivants :

- 1° le déboisement sur base de factures acquittées ou de déclarations de créance;
- 2° le débroussaillage sur base de factures acquittées ou de déclarations de créance;
- 3° la pose de clôtures sur base de factures acquittées ou de déclarations de créance;
- 4° l'installation d'abris à moutons à raison de 40 % du montant des travaux, ces derniers étant plafonnés à 3.000 euros, par abri et avec un maximum d'un abri par cinq hectares de milieux restaurés.

Art. 47. La subvention visée à l'article 46 est octroyée aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;
- 2° la parcelle possède un potentiel biologique en vue d'y restaurer une pelouse ou une lande;
- 3° le propriétaire ou le gestionnaire maintient le caractère ouvert de la pelouse ou de la lande pendant quinze ans à dater de l'octroi de la subvention, par débroussaillage ou fauche ou par l'établissement d'un programme de pâturage extensif, approuvé sur base d'un rapport scientifique par le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 3°, le propriétaire ou le gestionnaire peut solliciter la subvention prévue à l'article 51 pour maintenir l'état de pelouse ou de lande.

Section 3. — Subventions à l'exploitation de résineux

Art. 48. § 1^{er}. La subvention est octroyée pour les parcelles :

- 1° situées dans un site Natura 2000 ou dans un site candidat au réseau Natura 2000, ou dans une structure écologique principale;
- 2° qui possèdent un potentiel biologique en vue d'y restaurer un type d'habitat naturel ou un habitat d'espèce d'intérêt communautaire;
- 3° dont l'éventuel réseau de drainage actif est rendu non opérationnel;
- 4° situées dans des zones où la plantation de résineux était légalement autorisée lors de la plantation.

§ 2. Après exploitation, le bénéficiaire de la subvention, pendant une période minimale de trente ans :

- 1° soit préserve le caractère ouvert après exploitation grâce au débroussaillage, au pâturage ou au fauchage régulier;
- 2° soit favorise la régénération naturelle d'essences feuillues indigènes ou replante ces dernières en station.

Art. 49. § 1^{er}. Les montants des travaux visés à l'article 48 sont fixés comme suit :

1° l'administration adopte annuellement et publie sur son site internet, le montant des subventions au déboisement sur base de la méthodologie éprouvée d'évaluation du coût des mesures de gestion spécifiques aux habitats forestiers Natura 2000. Cette méthodologie est approuvée par l'administration et établit des tables de préjudices en fonction de l'essence, de l'âge, de la classe de fertilité, du terme d'exploitabilité et de la valeur marchande.

2° dans un premier temps le prix de revient d'un peuplement, à l'âge du déboisement est établi. Ce prix de revient est la somme des dépenses actualisées depuis l'installation, dont est déduite la somme des recettes actualisées depuis l'installation. Le taux d'actualisation utilisé est le taux interne de rentabilité, soit le taux de fonctionnement de l'investissement, pour la durée d'investissement assurant la rentabilité maximale;

3° la subvention au déboisement est alors fixée comme la différence entre le prix de revient à l'âge du déboisement et la valeur marchande des produits, à laquelle on ajoute le cas échéant des frais particuliers, dus à des contraintes spécifiques d'exploitation ou, le cas échéant, des frais de destruction du matériel ligneux, quand celui-ci n'a pas de valeur marchande;

4° l'administration évalue ces montants sur base de la moyenne mobile des prix du marché, établie sur les cinq dernières années. En cas de variation supérieure à trois pour cent de la moyenne mobile des prix du marché du bois, cette grille est réévaluée;

5° la subvention est plafonnée à sept mille euros par hectare quelle que soit la classe de productivité considérée;

6° les subventions allouées sont diminuées par rapport à ces plafonds en fonction des critères qui suivent sur base d'une estimation réalisée par l'administration concernant :

- a) les dégâts de gibier;
- b) la surface occupée par les arbres scolytés;
- c) la surface occupée par les trouées de chablis.

§ 2. En classe 6 des peuplements d'épicéa, les coûts d'exploitation, si le déboisement est effectué à l'aide d'engins chenillés, correspondent à un montant forfaitaire de trois mille euros par hectare. Dans ce cas, la subvention prévue au § 1^{er} n'est pas accordée.

§ 3. Le comblement des drains est subventionné sur base d'un montant justifié par factures ou par déclarations de créance pour une restauration hydrique sur l'ensemble de la surface.

§ 4. Si la vocation sylvicole est entièrement et irrémédiablement abandonnée suite à l'exploitation des résineux par attribution d'une unité de gestion impliquant cet abandon, une subvention complémentaire d'un montant forfaitaire et unique de deux mille euros par hectare est accordée.

§ 5. Si la vocation sylvicole est abandonnée suite à l'exploitation des résineux durant une période de trente ans, une subvention complémentaire d'un montant forfaitaire et unique de mille euros par hectare est accordée.

§ 6. Pour maintenir le caractère ouvert visé à l'article 48, § 2, 1°, le propriétaire ou le gestionnaire peut solliciter la subvention prévue à l'article 51.

Section 4. — Subvention pour les autres travaux de restauration

Art. 50. § 1^{er}. Pour les travaux de restauration non visés par les sections 2 et 3, une subvention est octroyée aux conditions cumulatives suivantes :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

2° la parcelle possède un potentiel biologique en vue d'y restaurer un habitat naturel ou un habitat d'espèce d'intérêt communautaire;

3° le demandeur conserve et entretient les aménagements créés en faveur des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire pendant une durée minimale de quinze ans;

4° le demandeur conserve et entretient les aménagements créés en faveur des espèces et des habitats d'intérêt communautaire prioritaire pendant une durée minimale de trente ans.

§ 2. La subvention est accordée à concurrence des factures acquittées ou des déclarations de créance.

Section 5. — Subvention à la gestion de milieux ouverts

Art. 51. § 1^{er}. Une subvention est accordée pour la gestion de milieux ouverts en faveur des habitats et espèces d'intérêt communautaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

2° la parcelle possède un intérêt biologique en vue de maintenir ou de développer un habitat naturel ou un habitat d'espèce d'intérêt communautaire;

3° le demandeur conserve et entretient les aménagements créés en faveur des espèces et des habitats d'intérêt communautaire pendant une durée minimale de cinq ans.

§ 2. La subvention est accordée à concurrence des factures acquittées ou de déclarations de créances.

§ 3. Lorsqu'un propriétaire ou un gestionnaire sollicite la présente subvention en application de l'article 47, alinéa 2 ou de l'article 49, § 6, qu'il rentre dans les conditions pour en bénéficier mais que la subvention ne peut lui être accordée en raison d'insuffisances budgétaires, le propriétaire ou le gestionnaire n'est plus tenu de respecter les obligations prévues à l'article 47, alinéa 1^{er}, 3° et à l'article 48, § 2, 1°, pour l'année budgétaire concernée.

CHAPITRE VI. — Subvention à l'acquisition de terrains

Art. 52. § 1^{er}. Une subvention à l'acquisition d'un terrain est accordée aux personnes physiques ou aux personnes morales de droit privé ou de droit public aux conditions cumulatives suivantes :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000 ou un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

2° l'acquéreur introduit sa demande conformément aux dispositions du présent arrêté ou des arrêtés pris en vertu de celui-ci;

3° l'acquéreur reste propriétaire du terrain et respecte son plan de gestion pendant au minimum trente ans;

4° l'acquéreur introduit une demande de mise sous statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 ou accepte l'intégration du terrain dans une unité de gestion 1, 2, 3, 4, 6, 7 ou 8;

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 3°, sous réserve d'un droit de préemption, lorsque l'acquéreur vend le terrain avant l'écoulement du délai de 30 ans, il propose en priorité à la Région wallonne la possibilité d'acquérir le terrain au prix du marché déduction faite du montant indexé de la subvention octroyée.

Si la Région wallonne acquiert le terrain, elle poursuit l'exécution du plan de gestion.

Si la Région wallonne n'acquiert pas le terrain, le propriétaire doit rembourser le montant indexé de la subvention octroyée.

L'indexation prévue aux alinéas 3 et 4 est réalisée sur base de l'indice santé.

§ 2. Pour la Région wallonne, l'intervention du cofinancement européen couvre 50 % des frais réels engagés pour l'achat des terrains, hors taxe sur la valeur ajoutée et hors droit d'enregistrement.

Pour les autres propriétaires publics ainsi que pour les personnes physiques ou morales de droit privé, l'intervention publique couvre au maximum 50 % des frais réels engagés pour l'achat des terrains, hors taxe sur la valeur ajoutée pour ceux qui y sont assujettis, et hors droit d'enregistrement.

La subvention visée au § 1^{er} n'est pas cumulable avec la subvention prévue dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées ou de toute autre aide publique dédiée à l'acquisition de terrain.

L'estimation de la valeur du terrain doit être établie par un notaire ou par le Comité d'acquisition des immeubles par rapport aux prix pratiqués localement pour la vente de biens comparables. L'administration se réserve le droit de faire réévaluer la valeur des terrains mis en vente.

§ 3. Les demandes introduites donnant droit à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

§ 4. Toute demande de subvention est réalisée à l'aide du formulaire fourni par l'administration et adressée au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci.

Le formulaire est accompagné :

1° d'une copie du compromis de vente signé indiquant les coordonnées du vendeur, de l'acquéreur et du notaire du vendeur;

2° d'une estimation de la valeur du terrain établie par un notaire ou par le Comité d'acquisition des immeubles relative aux prix pratiqués localement pour la vente de biens comparables;

3° d'un extrait du plan cadastral où le périmètre précis faisant l'objet de la demande de subvention est délimité par une ligne rouge;

4° d'un extrait de la carte IGN au 1/10 000^e où la zone concernée est identifiée en rouge;

5° d'une copie de la matrice cadastrale concernée ou de tout autre document de nature à établir la propriété et la ou les superficies de la ou des parcelles concernées;

6° d'un projet de gestion de la parcelle;

L'administration vérifie que toute demande introduite est complète et conforme.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les dix jours ouvrables.

§ 5. Le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts examine l'opportunité de la demande au regard du potentiel biologique ainsi que de l'intérêt d'une mise sous statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou de l'intégration du terrain dans une unité de gestion 1, 2, 3, 4, 6, 7 ou 8.

Le directeur saisi de la demande de subvention se prononce sur la demande dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet. L'acquisition ne peut se faire qu'après avoir reçu l'accord exprès du directeur.

Le demandeur peut introduire un recours par lettre recommandée ou par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi auprès de l'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts dans le délai de trente jours à dater de la notification de ladite décision. L'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts dispose de soixante jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé.

§ 6. La demande de paiement parvient au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts vingt-deux mois au plus tard après la date de la décision sur la demande de subvention.

A la demande de la partie la plus diligente, le notaire du vendeur envoie dans les trois mois avant la passation de l'acte authentique de vente, un courrier au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts confirmant la date prévue pour cette passation.

La subvention est liquidée en une fois sur le compte du notaire, lors de la passation des actes authentiques de vente.

§ 7. En cas d'annulation de la vente, le montant versé est intégralement remboursé à la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 53. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'indemnité et de subvention en cours, en ce compris les demandes faisant l'objet d'un recours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 21, 25 et 28 s'appliquent à toutes les demandes d'indemnité et de subvention introduites à partir du 1^{er} janvier 2011.

Art. 54. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000 est abrogé.

Art. 55. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3540

[2012/206711]

8. NOVEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 mit Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, insbesondere der Artikel 31, 36 und 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in den um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten;

Aufgrund des am 27. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 28. August 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 12. September 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 12. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1^o, 1/ der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.875/2/V des Staatsrats;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1290/2005 des Rates vom 21. Juni 2005 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Entscheidung C (2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region des Programmplanungszeitraums 2007-2013;

In der Erwägung, dass durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen festgelegt werden;

In der Erwägung, dass die Durchführung der Vorbeugungsmaßnahmen, die die Erhaltung der natürlichen Lebensräume und der Arten bezwecken, den in den Natura 2000-Gebieten und in den um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten ansässigen landwirtschaftlichen und forstlichen Eigentümern und Bewirtschaftern besondere Einschränkungen auferlegt;

In der Erwägung, dass die jährlichen Natura 2000-Entschädigungen dazu bestimmt sind, die durch die Umsetzung der Präventivregelung entstehenden Belastungen auszugleichen, die dazu führen, dass für die Eigentümer und die Bewirtschafter von Natura 2000-Gebieten sowie von um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten Kosten sowie die Einkommensverluste entstehen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die aktive Bewirtschaftung der Natura 2000-Gebiete, der um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete und der Gebiete, die Teil der ökologischen Hauptstruktur sind, durch freiwillige Aktionen, die zum Zweck haben, die landwirtschaftlichen, forstlichen und natürlichen Lebensräume zu erhalten, zu bewirtschaften und wiederherzustellen, durch Zuschüsse zu fördern, um die Arten und die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse, für die diese Gebiete bezeichnet wurden, in einem günstigen Erhaltungszustand zu erhalten oder wiederherzustellen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2^o landwirtschaftliche Tätigkeit: die Erzeugung, die Zucht oder der Anbau von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Ernte, des Melkens, der Zucht oder der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder die Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand im Sinne von Artikel 6 der Verordnung 73/2009 und seines Anhangs III;

3^o Landwirt: die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen und/oder juristischen Personen, deren Betrieb sich zumindest teilweise auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet und die eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Punkt 2^o ausübt;

4^o Bezeichnungserlass: der gemäß Artikel 26 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verabschiedete Erlass der Wallonischen Regierung;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

6° biologisch wertvoller Baum: ein biologisch wertvoller Baum im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011;

7° abgestorbener Baum: ein abgestorbener Baum im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

9° extensiver Streifen: ein in der Bewirtschaftungseinheit 4 gelegener Wiesenstreifen;

10° Forste und Wälder: die Forste und Wälder im Sinne von Artikel 2, Absatz 1 und 2 des Dekrets über das Forstgesetzbuch vom 15. Juli 2008;

11° Flächenerklärung: die Erklärung des Erzeugers, in der:

a) der landwirtschaftliche Erzeuger alle von ihm bewirtschafteten landwirtschaftlichen Parzellen und deren Flächen angibt, ungeachtet der Produktionen, gemäß Artikel 6, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungs-vorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weissektor vorgesehenen Stützungsregelung;

b) der forstwirtschaftliche Eigentümer alle Parzellen in Forsten und Wäldern, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets oder eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets befinden, angibt, sowie deren Flächen;

12° zulässiger Forst : Forste und Wälder:

a) die innerhalb eines Natura 2000-Gebiets liegen, die nicht aus exotischen Anpflanzungen, die als solche von der Verwaltung im Bezeichnungserlass kartographiert worden sind, bestehen, oder:

b) die innerhalb eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets liegen, mit Ausnahme der aus Nadelbäumen bestehenden Parzellen mit einer Fläche über zehn Ar an einem Stück;

c) die innerhalb eines Natura 2000-Gebiets oder eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets liegen und als zulässiger Forst gelten laut Konformitätsbescheinigung, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 45 von der Verwaltung ausgestellt worden ist;

13° Bewirtschafter: eine natürliche oder juristische Person, die als landwirtschaftlicher Erzeuger, als forstwirtschaftlicher Eigentümer oder als Inhaber für die Verwaltung einer Parzelle in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur verantwortlich ist;

14° Erhaltungsinsel: eine Fläche, die die in Artikel 2, § 1, § 2 und § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 festgelegten Kriterien erfüllt;

15° Werktag: jeder Wochentag, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen;

16° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

17° durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann: Zustellung per Fax, per Einschreibebrief oder Abgabe gegen Empfangsbestätigung;

18° landwirtschaftliche Parzelle: jede zusammenhängende Fläche Ackerbauland oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

19° in einem Natura 2000-Gebiet oder einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet gelegene Dauerwiese: jede in dem Umkreis eines Natura 2000-Gebiets oder eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets gelegene landwirtschaftliche Parzelle, die für das laufende Jahr in dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem (SIGEC) als Dauerwiese oder als Weide mit besonderem Statut angegeben wurde;

20° Dauerwiese mit schwachen Einschränkungen: in einem Natura 2000-Gebiet gelegene Dauerwiese, für die keine spezifische Beschränkung über die Düngung in dem Bezeichnungserlass angeführt ist;

21° Dauerwiese mit starken Einschränkungen: In einem Natura 2000-Gebiet gelegene Dauerwiese mit Ausnahme derjenigen mit schwachen Einschränkungen;

22° öffentlicher Eigentümer: eine juristische Person öffentlichen Rechts, die in der Wallonischen Region gelegene Grundstücke besitzt oder Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern ist, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt;

23° Privateigentümer: ein Eigentümer mit Ausnahme der öffentlichen Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt;

24° Verordnung Nr. 73/2009: die Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

25° Verordnung Nr. 65/2011: die Verordnung (EU) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungs-vorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

26° Verwaltungseinheit: Verwaltungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011;

KAPITEL II. — *Gemeinsame Bestimmungen**Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Nur für die Flächen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, können die im vorliegenden Erlass vorgesehene Entschädigungen und Zuschüsse gewährt werden.

Art. 3 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Entschädigungen und Zuschüsse sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge, der Anwendung der Sanktionen und der Verwaltung der Beschwerden beauftragt.

Art. 4 - Jeder Bezugsberechtigte kann die in den Artikeln 26 und 33 erwähnten Entschädigungen und Zuschüsse bis zu einem Höchstbetrag von 200.000 Euro im Laufe der drei aufeinanderfolgenden Buchungsjahre und für seine gesamten in Natura 2000-Gebieten oder in um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten gelegenen Parzellen erhalten.

Art. 5 - Der Generaldirektor der Verwaltung oder, bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist dazu bevollmächtigt, die Ausgaben in Zusammenhang mit den Entschädigungen und Zuschüssen einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Abschnitt 2. — Die ökologische Hauptstruktur

Art. 6 - § 1^{er}. Die ökologische Hauptstruktur besteht aus den Natura 2000-Gebieten, den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten und den Gebieten von großem biologischem Interesse.

§ 2. Bei einem Gebiet von großem biologischem Interesse handelt es sich um eine geographische Einheit, die mehrere Einheiten homogener Lebensräume oder Biotope umfasst, die aneinander grenzen oder nicht mehr als 600 Meter voneinander entfernt sind. Das Gebiet weist wenigstens eine seltene, gefährdete oder geschützte Art oder wenigstens einen seltenen, gefährdeten oder geschützten Lebensraum im Sinne der Artikel 2, 2bis und 3, § 1 und 2, 3^o des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auf.

Art. 7 - Der Minister bestimmt die ökologische Hauptstruktur.

Art. 8 - Er aktualisiert diese regelmäßig um den neuen biologischen Informationen sowie den von den Verantwortlichen vor Ort durchgeführten Maßnahmen zum Schutz und zur Wiederherstellung Rechnung zu tragen und die Grenzen dieser Maßnahmen zu bestimmen.

*Abschnitt 3. — Zahlung und Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beträge**Unterabschnitt 1. — Zahlung*

Art. 9 - § 1. Die in den Artikeln 19 und 26 erwähnten Entschädigungen und der in Artikel 33 erwähnte Zuschuss werden jährlich auf der Grundlage eines Antrags gezahlt, der bei der Verwaltung innerhalb der Fristen eingereicht wird, die durch die Letzere in Anwendung der Regelung zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgelegt werden.

Die Verwaltung überprüft, ob jeder eingereichte Antrag vollständig ist und den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Die Entschädigung oder der Zuschuss wird nur gewährt, wenn der Erklärungspflichtige auf der Fläche, die Gegenstand des Antrags ist, die Regelung und die entsprechenden Verpflichtungen beachtet hat, einschließlich jene, die auf der Grundlage des gemeinschaftlichen Rechts abgeändert würden.

§ 2. Ein verspätetes Einreichen des Antrags führt zu einer Kürzung des Betrags der Entschädigung oder des Zuschusses in Höhe von 1% pro Tag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung für die Einreichung der Formulare der Flächenerklärung bestimmten Termin.

§ 3. Ein mit mehr als 25 Tagen Verspätung eingereichter Antrag ist unzulässig.

In diesem Fall geht das Recht auf die Entschädigung oder auf den Zuschuss für das betroffene Jahr verloren, ohne dass der Bezugsberechtigte jedoch von seinen Verpflichtungen befreit wird.

Art. 10 - § 1. Die eingereichten Anträge, die zur Zahlung der Entschädigung oder des Zuschusses berechtigen, werden honoriert bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist.

§ 2. Die Entschädigung oder der Zuschuss wird durch die Verwaltung auf der Grundlage von allen erheblichen Angaben, insbesondere von denjenigen, die in der Flächenerklärung, in dem Bezeichnungserlass des Natura 2000-Gebietes und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 angeführt sind, oder auf der Grundlage der Verwaltungskontrollen oder gegebenenfalls der vor Ort durchgeführten Kontrollen festgelegt.

Unterabschnitt 2. — Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beträge

Art. 11 - § 1. Im Falle einer ungeschuldet getätigten Zahlung einer Entschädigung oder eines Zuschusses kann die Verwaltung einen Ausgleich mit jeglichem Betrag vornehmen, der dem Antragsteller im Sinne der in der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) oder der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehenen Beihilfen geschuldet wird.

Die Beitreibung einer ungeschuldet getätigten Zahlung wird durch den Abzug von den Zahlungen oder von den Vorschüssen, die zugunsten des betroffenen Bezugsberechtigten nach Beschluss der Beitreibung erfolgen, vorgenommen.

Im Falle einer Pfändung, einer Abtretung, eines Beistands oder eines Insolvenzverfahrens bleibt der vorhergehende Absatz anwendbar.

§ 2. Im Fall einer Beitreibung wird der Zinssatz auf der Grundlage des gesetzlichen Zinssatzes berechnet. Die Zinsen laufen ab der Mitteilung der Verpflichtung zur Rückzahlung an den Bezugsberechtigten bis zum Datum der besagten Rückzahlung oder des Abzugs der zu zahlenden Summen. Wenn die Rückzahlung der ungeschuldet gezahlten Beträge innerhalb der ersten dreißig Tage nach dem Datum des Antrags auf Beitreibung oder wenn der Abzug der zu zahlenden Summen innerhalb derselben Frist stattfindet, ist kein Zins zu zahlen.

Abschnitt 4. — Kontrolle

Art. 12 - Die Beamten und Bediensteten der Verwaltung sind befugt, die Beachtung der für die Gewährung der Beihilfen und Zuschüsse vorgesehenen Bedingungen sowie der Verpflichtungen zu kontrollieren.

Art. 13 - Gemäß Artikel 4, § 6 der Verordnung Nr. 65/2011 führt jegliche Ablehnung der Kontrolle von Rechts wegen zum Verlust der Entschädigung oder des Zuschusses.

Abschnitt 5. — Sanktion

Art. 14 - § 1. Die Nichtbeachtung der Bestimmungen des Bezeichnungserlasses, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 führt zu einer Kürzung der Beihilfe.

Gemäß Artikel 18, § 2 der Verordnung Nr. 65/2011 wird der Betrag dieser Kürzung auf der Grundlage von Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes festgesetzt.

§ 2. Die Regelung der Kürzungen und Streichungen der Beihilfen und Entschädigungen besteht aus sechs Stufen, die wie folgt festgelegt werden:

1° Stufe 1: Verwarnung;

2° Stufe 2: Kürzung um 10% des jährlich für die betreffende Parzelle oder das betreffende Eigentum gewährten Betrags;

3° Stufe 3: Kürzung um 50% des jährlich für die betreffende Parzelle oder das betreffende Eigentum gewährten Betrags;

4° Stufe 4: Streichung des jährlich für die betreffende Parzelle oder das betreffende Eigentum gewährten Betrags;

5° Stufe 5: Streichung des jährlich für die betreffende Parzelle oder das betreffende Eigentum gewährten Betrags und Ausschluss von der Entschädigungs- oder Bezuschussungsregelung im darauffolgenden Jahr;

6° Stufe 6: Streichung des jährlich für die betreffende Parzelle oder das betreffende Eigentum gewährten Betrags und Rückforderung der gegebenenfalls im Laufe der fünf letzten Jahre gewährten Beträge;

§ 3. Gemäß Artikel 18, § 3 der Verordnung Nr. 65/2011 entspricht das Ausmaß der Kürzung der Beihilfe wenigstens der Stufe 5, falls die Verstöße auf vorsätzlich begangene Unregelmäßigkeiten zurückzuführen sind.

§ 4. Handelt es sich bei der Unregelmäßigkeit um das Fehlen einer vorab einzuholenden Erlaubnis, entspricht das Ausmaß der Kürzung wenigstens der Stufe 2.

§ 5. Der Minister ist befugt, auf der Grundlage der Unregelmäßigkeiten eine Tabelle mit den Kürzungen festzulegen.

Das berücksichtigte Ausmaß der Kürzung kann über oder unter dem in der Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage von Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes festgesetzten Ausmaß liegen.

§ 6. Falls mehrere Fälle der Nichtbeachtung der Bedingungen in ein und derselben Verwaltungseinheit oder auf ein und derselben Parzelle festgestellt werden, so entspricht das berücksichtigte Ausmaß der Kürzung der Beihilfe der höchsten Stufe.

Bei einem Wiederholungsfall oder bei einer andauernden Unregelmäßigkeit oder aber im Falle einer zweiten Kürzung im Laufe eines fünfjährigen Zeitraums, wird das Ausmaß der Kürzung der Beihilfe um zwei Stufen erhöht.

Abschnitt 6. — Beschwerden

Art. 15 - Der Bezugsberechtigte kann gegen jeglichen Beschluss der Verwaltung bezüglich der Entschädigungen oder Zuschüsse eine Beschwerde einreichen beim Generalinspektor der Abteilung Beihilfen der Verwaltung für die Entschädigungen oder Zuschüsse, die in den Kapiteln 3 und 4 erwähnt sind, oder bei dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen für die Zuschüsse, die in den Kapiteln 5 und 6 erwähnt sind.

Art. 16 - Damit sie zulässig ist, muss diese schriftliche Beschwerde innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses oder ab dem Ablauf der in Artikel 41, Absatz 2 vorgesehenen Frist per Einschreibebrief oder durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, eingereicht werden. Zudem müssen dieser Beschwerde alle rechtfertigenden Argumente und Belege beigelegt werden.

Läuft diese Frist an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag ab, verlängert sie sich bis zum folgenden Arbeitstag.

Eine auf anderem Wege oder außerhalb dieser Frist eingereichte Beschwerde wird für unzulässig erklärt.

Art. 17 - Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mitzuteilen.

Abschnitt 7. — Abtretung

Art. 18 - Wenn der Antragsteller oder der Bezugsberechtigte einer Entschädigung oder eines Zuschusses einem Dritten eine Fläche, die in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet liegt, zeitweilig oder endgültig abtritt, legt der Abtretende zugunsten der Wallonischen Region die Einhaltung der Verpflichtungen, die sich auf diese Fläche beziehen, durch den Übernehmer fest.

*KAPITEL III. — Landwirtschaftliche Entschädigung**Abschnitt 1. — Betrag der Entschädigung*

Art. 19 - § 1. Eine Entschädigung von hundert Euro pro Hektar wird jährlich den Landwirten gewährt, die Dauerwiesen bewirtschaften, die in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet gelegen sind, und zwar bis zum Jahre von dessen Bezeichnung einschließlich, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem 31. März im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

§ 2. Eine Entschädigung wird jährlich den Landwirten gewährt, die landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaften, die in den Natura 2000-Gebieten gelegen sind, die Gegenstand der Bezeichnungserlasse vom 30. April 2009 sind.

Der Betrag dieser Entschädigung wird wie folgt festgelegt:

1° 100 Euro pro Hektar für die Flächen von Dauerwiesen mit schwachen Einschränkungen;

2° 200 Euro pro Hektar für die Flächen von Dauerwiesen mit starken Einschränkungen;

3° 200 Euro pro Hektar für die Flächen von Kulturen, die für das Vorhandensein von dicker Trespe (*Bromus grossus*) bezeichnet werden.

§ 3. Eine Entschädigung wird jährlich den Landwirten gewährt, die landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaften, die in den Natura 2000-Gebieten gelegen sind, deren Bezeichnungserlass verabschiedet worden ist und spätestens am 31. März des betroffenen Jahres im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

Der Betrag dieser Entschädigung wird wie folgt festgelegt:

1° 100 Euro pro Hektar für die Flächen von Verbindungswiesen, die der Bewirtschaftungseinheit 5 entsprechen, oder für die Flächen von Dauerwiesen in den Natura 2000-Gebieten aus Kulturen, die der Bewirtschaftungseinheit 11 entsprechen;

2° 25,90 Euro pro Abschnitt von zwanzig Metern "extensive Streifen" der Bewirtschaftungseinheit 4;

3° 440 Euro pro Hektar für die Flächen von Dauerwiesen in Natura 2000-Gebieten, die in einer anderen Bewirtschaftungseinheit gelegen sind;

Art. 20 - Der von den in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Entschädigungen gedeckte Zeitraum beginnt am 1. Januar des Jahres, auf das sich die Entschädigung bezieht, und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 21 - § 1. Außer im ordnungsgemäß begründeten Fall und unbeschadet von Artikel 9 der Verordnung Nr. 65/2011 wird die Entschädigung innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt.

§ 2. Falls keine Kontrollen vor Ort durchgeführt werden konnten, wird die Entschädigung zu 75% innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt, unter der Bedingung, dass die Verwaltungskontrollen abgeschlossen wurden.

Art. 22 - Eine Mitteilung über die Berechnung der gewährten Entschädigung wird dem Bezugsberechtigten am Ende jedes jährlichen Zeitraums, auf den sich die Entschädigung bezieht, übermittelt.

Art. 23 - Die in Artikel 18 erwähnte Abtretung wird erst am ersten Januar des Jahres nach der besagten Abtretung wirksam.

Abschnitt 2. — Bedingungen für die Zulässigkeit und die Beihilfefähigkeit

Art. 24 - Um die in Artikel 19 erwähnte Entschädigung in Anspruch zu nehmen, muss der Landwirt die folgenden kumulativen Zulässigkeitsbedingungen erfüllen:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 identifiziert sein;

2° per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung bei der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Beihilfen der Verwaltung jährlich innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Fristen einen Antrag auf Entschädigung mit Hilfe des durch die Verwaltung aufgestellten Formulars der Flächenerklärung einreichen;

3° am durch die Verwaltung festgelegten Datum über die Parzelle verfügen, gemäß Artikel 35, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009.

Zur Erfüllung des in Absatz 1, 2° erwähnten Kriteriums führt der Landwirt in der Flächenerklärung alle landwirtschaftlichen Parzellen an, die er bewirtschaftet, einschließlich derjenigen, für die keine Beihilfe, kein Zuschuss oder keine Entschädigung für irgendwelche Beihilferegelung beantragt wird. Dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag muss eine Abschrift der durch die Verwaltung übermittelten Photopläne beigefügt werden, auf denen die angegebenen Parzellen genau lokalisiert werden.

Art. 25 - Um für die in Artikel 19 angeführte Beihilfe in Frage zu kommen, muss der Landwirt über eine kumulierte Fläche verfügen, die zu einer Entschädigung von wenigstens hundert Euro führen kann.

KAPITEL IV. — Entschädigung und ergänzende nicht landwirtschaftliche Zuschüsse

Abschnitt 1. — Nicht landwirtschaftliche Entschädigung

Unterabschnitt 1. — Betrag der Entschädigung

Art. 26 - § 1. Eine Entschädigung von vierzig Euro pro Hektar zulässigen Forstes wird den Privateigentümern für zulässige Forstparzellen im Sinne von Artikel 1, 12°, a) und 12°, c) jährlich gewährt, vorausgesetzt, dass der Bezeichnungserlass spätestens an dem von der Verwaltung für das Einreichen der Flächenerklärungen festgelegten Datum im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

§ 2. Eine Entschädigung von zwanzig Euro pro Hektar zulässigen Forstes wird den Privateigentümern für zulässige Forstparzellen im Sinne von Artikel 1, 12°, b) jährlich gewährt, und zwar bis zum Jahre der Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets einschließlich, wenn für dieses letzte Jahr der Bezeichnungserlass nach dem von der Verwaltung für das Einreichen der Flächenerklärungen festgelegten Datum im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

Art. 27 - Der von den in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Entschädigungen gedeckte Zeitraum beginnt am 1. Januar des Jahres, auf das sich die Entschädigung bezieht, und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 28 - § 1. Außer im ordnungsgemäß begründeten Fall und unbeschadet von Artikel 9 der Verordnung Nr. 65/2011 wird die Entschädigung innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt.

§ 2. Falls keine Kontrollen vor Ort durchgeführt werden konnten, wird die Entschädigung zu 75% innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt, unter der Bedingung, dass die Verwaltungskontrollen abgeschlossen wurden.

Art. 29 - Eine Mitteilung über die Berechnung der gewährten Entschädigung wird dem Bezugsberechtigten am Ende jedes jährlichen Zeitraum, auf den sich die Entschädigung bezieht, übermittelt.

Art. 30 - Die in Artikel 18 erwähnte Abtretung wird erst am ersten Januar des Jahres nach der besagten Abtretung wirksam.

Unterabschnitt 2. — Bedingungen für die Zulässigkeit und die Beihilfefähigkeit

Art. 31 - Um die in Artikel 26 erwähnte Entschädigung in Anspruch zu nehmen, muss der Privateigentümer die folgenden kumulativen Zulässigkeitsbedingungen erfüllen:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates identifiziert sein;

2° per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung bei der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Beihilfen der Verwaltung jährlich innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Fristen einen Antrag auf Entschädigung mit Hilfe des durch die Verwaltung aufgestellten Formulars der Flächenerklärung einreichen;

3° am durch die Verwaltung festgelegten Datum über die Parzelle verfügen gemäß Artikel 35 der Verordnung (EG) Nr. 73/2009.

Art. 32 - Um die in Artikel 26 erwähnte Entschädigung in Anspruch zu nehmen, muss der Privateigentümer die folgenden kumulativen Zulässigkeitsbedingungen erfüllen:

1° über eine in Artikel 26 erwähnte kumulierte Fläche verfügen, die zu einer Entschädigung von mindestens 100 Euro führen kann;

2° alle Erhaltungsinseln nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten auf dem Photoplan identifizieren und an Ort und Stelle markieren;

3° Identifizierung auf dem Photoplan und Markierung an Ort und Stelle nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten:

a) von wenigstens zwei abgestorbenen Bäumen pro Hektar Forste und Wälder außerhalb der Erhaltungsinseln;

b) von wenigstens einem biologisch wertvollen Baum pro 2 Hektar zulässigen Forstes außerhalb der Erhaltungsinseln.

Zur Erfüllung des in Absatz 1, 3° erwähnten Kriteriums führt der Privateigentümer in seiner Flächenerklärung alle Forstparzellen an, die er in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten besitzt. Dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag muss eine Abschrift der durch die Verwaltung übermittelten Photopläne beigefügt werden, auf denen die angegebenen Parzellen genau lokalisiert werden.

Abschnitt 2. — Zusätzlicher nicht landwirtschaftlicher Zuschuss

Art. 33 - § 1. Dem Privateigentümer, der in den Genuss der in Artikel 26 erwähnten nicht landwirtschaftlichen Entschädigungen gelangt, wird ein zusätzlicher Zuschuss gewährt, wenn er diesen in seinem in Artikel 31, Absatz 1, 2° erwähnten Antrag auf Entschädigungen beantragt.

Dieser zusätzliche Zuschuss wird für folgende Flächen gewährt:

1° Randstreifen mit einer Breite von höchstens 20 Metern über die ersten zehn Meter hinaus;

2° Erhaltungsinseln, die über die ersten drei Prozent der Fläche der Erhaltungsinseln hinaus gelegen sind.

§ 2. Damit ihm dieser zusätzliche Zuschuss gewährt werden kann:

1° identifiziert der Privateigentümer die Randstreifen auf dem Photoplan;

2° identifiziert der Privateigentümer die Erhaltungsinseln nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten auf dem Photoplan und markiert er sie an Ort und Stelle.

§ 3. Der in § 1 erwähnte Zuschuss kann ebenfalls von öffentlichen Eigentümern, mit Ausnahme der regionalen und föderalen Eigentümer, beansprucht werden, ungeachtet der Fläche Forste und Wälder, die sie besitzen, und zwar unter den gleichen Bedingungen, wie diejenigen, die in § 1 erwähnt sind, für die Flächen, die das durch Artikel 71, Absatz 1, 4° und Absatz 2 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008 festgelegte Minimum überschreiten.

§ 4. Der zusätzliche Zuschuss beträgt 100 Euro für jedes in § 1 erwähnte Hektar.

§ 5. Die kumulierte Mindestfläche, um den zusätzlichen Zuschuss in Anspruch zu nehmen, entspricht 1 Hektar. Sie kann aus mehreren Bestandteilen bestehen, soweit diese eine individuelle Fläche von 10 Ar haben.

Die zulässige Fläche für die zusätzlichen Erhaltungsinseln betrifft Starkholzbestände oder in Ermangelung derartiger Bestände andere Waldgebiete. In keinem Fall dürfen die zusätzlichen Erhaltungsinseln in offenen Lebensräumen bezeichnet werden. Ihre Fläche darf zehn Prozent der Gesamtfläche des in Natura 2000 gelegenen Eigentums nicht übersteigen.

§ 6. Die Randstreifen und Erhaltungsinseln, für die dieser zusätzliche Zuschuss gewährt wird, sind über einen Zeitraum von dreißig Jahren zu erhalten.

Art. 34 - Der von den in dem vorliegenden Kapitel erwähnten zusätzlichen Zuschüssen gedeckte Zeitraum beginnt am 1. Januar des Jahres, auf das er sich bezieht, und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 35 - § 1. Außer im ordnungsgemäß begründeten Fall und unbeschadet von Artikel 9 der Verordnung Nr. 65/2011 wird die Entschädigung innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt.

§ 2. Falls keine Kontrollen vor Ort durchgeführt werden konnten, wird die Entschädigung zu 75% innerhalb des Jahres, auf das sie sich bezieht, ausgezahlt, unter der Bedingung, dass die Verwaltungskontrollen abgeschlossen wurden.

Art. 36 - Eine Mitteilung über die Berechnung des gewährten zusätzlichen Zuschusses wird dem Bezugsberechtigten am Ende jedes jährlichen Zeitraums, auf den sich der Zuschuss bezieht, übermittelt.

Art. 37 - Die in Artikel 18 erwähnte Abtretung wird erst am ersten Januar des Jahres nach der besagten Abtretung wirksam.

KAPITEL V. — Zuschüsse für die Wiederherstellung und Bewirtschaftung der offenen Lebensräume

Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 38 - § 1. Ein Zuschuss wird für die Arbeiten zur Wiederherstellung von natürlichen Lebensräumen und Lebensräumen von Arten von gemeinschaftlichem Interesse sowie für die Arbeiten zur Bewirtschaftung der offenen Gebiete unter den in den Artikeln 46, 47, 48, 49, 50 und 51 angeführten Bedingungen gewährt.

Die Verwaltung prüft, ob jeder eingereichte Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

§ 2. Die Verwaltung schätzt die Zweckmäßigkeit des Zuschussantrags angesichts des biologischen Potenzials und auf der Grundlage eines Vergleichs zwischen den identifizierbaren Kosten der Maßnahme und Gewinnen für die biologische Vielfalt ein.

Der Minister ist befugt, die Modalitäten für diesen Vergleich festzulegen.

§ 3. Der Zuschuss wird den öffentlichen oder privaten Bewirtschaftern oder Eigentümern von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken gewährt.

§ 4. Wenn die Durchführung von Handlungen und Arbeiten einer Städtebaugenehmigung oder einer Globalgenehmigung bedarf, oder wenn sie einer städtebaulichen Erklärung unterliegen, dürfen die Zuschüsse nur dann ausgezahlt werden, wenn der Antragsteller diese Genehmigung vorher erhalten hat oder seine Erklärung notifiziert hat.

Art. 39 - § 1. Jeder Antrag auf Zuschuss wird anhand des von der Verwaltung bereitgestellten Formulars eingereicht und an den Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, auf deren Gebiet der Besitz oder die Parzelle oder ggf. der größte Teil davon gelegen ist.

§ 2. Dem Formular wird Folgendes beigelegt:

- 1° eine Veranschlagung für die Kosten der geplanten Arbeiten oder ein Kostenvoranschlag einer Firma;
- 2° ein Auszug des Katasterplanes, in dem der genaue Umkreis, für welchen der Zuschuss beantragt wird, durch eine dünne rote Linie abgegrenzt wird;
- 3° ein Auszug aus der Karte IGN i.M. 1/10 000, in der das betroffene Gebiet in Rot identifiziert ist;
- 4° eine Kopie der betroffenen Katasterheberolle oder jeglichen anderen Dokuments zum Nachweis des Eigentums und der Fläche(n) der betroffenen Parzelle(n);
- 5° ggf. ein durch den oder die betroffenen Eigentümer ordnungsgemäß unterzeichnetes Mandat.

§ 3. Dem Antragsteller wird innerhalb von zehn Werktagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Art. 40 - Innerhalb eines Natura 2000-Gebiets oder innerhalb eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets oder aber innerhalb der ökologischen Hauptstruktur wird pro Eigentümer oder Bewirtschafter und Kalenderjahr eine einzige Zuschussakte berücksichtigt. Diese Akte kann mehrere Parzellen bzw. mehrere Arten von Zuschüssen umfassen.

Art. 41 - Der Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen, bei dem der Antrag eingegangen ist, stellt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte unter Angabe der Bewirtschaftungseinheit, der die Parzelle(n) nach der Wiederherstellung angehören. Die Arbeiten können erst beginnen, nachdem das Einverständnis des Direktors und ggf. die für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Genehmigungen eingegangen sind.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 1 angeführten Frist gefasst wird, gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 42 - Der Zuschuss wird nach Ausführung einer Verwaltungskontrolle und einer Kontrolle vor Ort durch die Verwaltung in einem Mal ausgezahlt auf der Grundlage der vorgesehenen Pauschalbeträge oder nach Vorlegung durch den Antragsteller von Abschriften der beglichenen Rechnungen oder gegen Vorlage einer Forderungsmeldung.

Art. 43 - Die eingereichten Rechnungen werden von der Verwaltung validiert und müssen den marktüblichen Kosten entsprechen. Die Forderungsmeldungen werden von der Verwaltung validiert nach Vergleich mit Kostenvoranschlägen, die von wenigstens zwei Unternehmen erstellt und von dem Antragsteller eingereicht wurden.

Art. 44 - Der Antrag auf Auszahlung muss an den Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen spätestens zweiundzwanzig Monate nach dem Datum des Beschlusses über den Antrag auf Zuschuss gerichtet werden.

Art. 45 - Nach Abschluss der Arbeiten zur Wiederherstellung stellt die Verwaltung dem Eigentümer oder Bewirtschafter eine Konformitätsbescheinigung aus, in der die der Bewirtschaftungseinheit, der die Parzelle(n) nach der Wiederherstellung angehören, angegeben wird.

Diese Konformitätsbescheinigung ermöglicht dem Eigentümer oder Bewirtschafter, falls er dies wünscht, die in den Artikeln 19 und 26 angeführten Entschädigungen zu beantragen.

Abschnitt 2. — Zuschüsse für die Wiederherstellung der Gras- und Heideländer

Art. 46 - Bei den bezuschungsfähigen Arbeiten und Beträgen handelt es sich um die Folgenden:

- 1° die Abholzung auf Vorlage von beglichenen Rechnungen oder Schuldforderungen;
- 2° das Entfernen von Gestrüpp auf Vorlage von beglichenen Rechnungen oder Schuldforderungen;
- 3° das Anbringen von Zäunen auf Vorlage von beglichenen Rechnungen oder Schuldforderungen;
- 4° die Aufstellung von Schäferhütten bis zu 40% des Betrags der Arbeiten; diese werden auf 3.000 Euro pro Hütte und auf höchstens eine Hütte pro 5 Ha von wiederhergestellten Lebensräumen begrenzt.

Art. 47 - Der in Artikel 46 angeführte Zuschuss wird gewährt, wenn die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur;
- 2° die Parzelle besitzt ein biologisches Potenzial zwecks der Wiederherstellung eines Gras- bzw. Heidelandes;
- 3° der Eigentümer oder Bewirtschafter muss den offenen Charakter des Gras- oder Heidelandes während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren ab der Gewährung des Zuschusses durch Entfernen des Gestrüpps, durch Mähen oder durch die Festlegung eines auf der Grundlage eines wissenschaftlichen Berichts durch den Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen genehmigten Programms der extensiven Beweidung erhalten.

In dem in Absatz 1, 3° erwähnten Fall kann der Eigentümer oder Bewirtschafter den in Artikel 51 erwähnten Zuschuss beantragen, um das Gras- oder Heideland zu erhalten.

Abschnitt 3. — Zuschüsse für die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten

Art. 48 - § 1. Der Zuschuss wird für die Parzellen gewährt:

- 1° die sich in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in einer ökologischen Hauptstruktur befinden;
- 2° die ein biologisches Potenzial zwecks der Wiederherstellung eines Lebensraumtyps oder eines Lebensraumes für Arten von gemeinschaftlichem Interesse besitzen;
- 3° deren aktives Entwässerungsnetz falls vorhanden, unwirksam gemacht worden ist;
- 4° die sich in den Zonen befinden, in denen die Anpflanzung von Nadelbäumen bei der Anpflanzung gesetzlich erlaubt war.

§ 2. Nach Bewirtschaftung verpflichtet sich der Empfänger des Zuschusses im Laufe einer Mindestperiode von dreißig Jahren:

- 1° entweder den offenen Charakter nach Bewirtschaftung durch Entfernen des Gestrüpps, Beweiden oder regelmäßiges Mähen zu erhalten;
- 2° oder die natürliche Wiederbesiedlung durch einheimische Laubbaumarten zu fördern oder diese vor Ort anzupflanzen.

Art. 49 - § 1. Die für die in Artikel 48 erwähnten Arbeiten vorgesehenen Beträge werden wie folgt festgelegt:

1° die Verwaltung verabschiedet jährlich und veröffentlicht auf ihren Internet-Webseiten den Betrag der Zuschüsse für die Abholzung aufgrund der erprobten Methodologie zur Schätzung der Kosten für die spezifischen Verwaltungsmaßnahmen der forstlichen Lebensräume in Natura 2000-Gebieten. Diese Methodologie wird von der Verwaltung gebilligt und erstellt Schadenstabellen je nach Art, Alter, Standortklasse, Dauer der Nutzbarkeit und Marktwert;

2° In einer ersten Phase wird der Selbstkostenpreis eines Bestands im Alter der Abholzung bestimmt. Dieser Selbstkostenpreis entspricht der Summe der seit der Anlage aktualisierten Ausgaben, abzüglich der Summe der seit der Anlage aktualisierten Einnahmen. Der verwendete Aktualisierungssatz ist der interne Zinsfuß, d.h. der Funktionssatz der Investition, für die Dauer der Investition, die die maximale Rentabilität gewährleistet;

3° Der Zuschuss für Abholzung wird also als die Differenz zwischen dem Selbstkostenpreis im Alter der Abholzung und dem Marktwert der Erzeugnisse, dem ggf. Sonderkosten infolge von spezifischen Bewirtschaftungsbelastungen oder ggf. Kosten für die Vernichtung des Holzbestands, wenn dieser keinen Marktwert hat, hinzugefügt werden, festgelegt;

4° Die Verwaltung schätzt diese Beträge auf der Grundlage des gleitenden Durchschnitts der Marktpreise, der für die letzten fünf Jahre berechnet wird. Im Falle einer Schwankung von mehr als drei Prozent des gleitenden Durchschnitts der Marktpreise des Holzes wird diese Tabelle angepasst;

5° Der Zuschuss wird auf siebentausend Euro pro Hektar begrenzt, ungeachtet der betroffenen Produktivitätsklasse;

6° Die bewilligten Zuschüsse werden im Verhältnis zu diesen Höchstbeträgen unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien auf der Grundlage einer von der Verwaltung vorgenommenen Schätzung gekürzt:

- a) Wildschäden;
- b) von (lebendem oder totem) Käferholz benutzte Fläche;
- c) von den Bestandslücken wegen Windbrüchen benutzte Fläche.

§ 2. In der Klasse 6 der Fichtenbestände werden die Bewirtschaftungskosten, wenn die Abholzung mit Hilfe von Raupenmaschinen vorgenommen wird, auf einen Pauschalbetrag von 3.000 Euro pro Ha festgelegt. In diesem Fall wird der in § 1 vorgesehene Zuschuss nicht gewährt.

§ 3. Die Auffüllung der Sickerleitungen wird auf der Grundlage eines durch Rechnungen oder durch Schuldforderungen belegten Betrags bezuschusst für eine Wiederherstellung des Wasserhaushalts auf der gesamten Fläche.

§ 4. Falls die forstwirtschaftliche Zweckbestimmung vollständig und unwiderruflich aufgegeben wird im Anschluss an die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten durch Zuteilung einer Verwaltungseinheit, die diese Aufgabe voraussetzt, so wird ein ergänzender Zuschuss über einen einmalig erteilten Pauschalbetrag von zweitausend Euro pro Hektar gewährt.

§ 5. Falls die forstwirtschaftliche Zweckbestimmung aufgegeben wird im Anschluss an die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten im Laufe des Zeitraums von dreißig Jahren, so wird ein ergänzender Zuschuss über einen einmalig erteilten Pauschalbetrag von eintausend Euro pro Hektar gewährt.

§ 6. Zur Erhaltung des in Artikel 48, § 2, 1° erwähnten offenen Charakters kann der Eigentümer oder Bewirtschafter den in Artikel 51 vorgesehenen Zuschuss beantragen.

Abschnitt 4. — Zuschuss für sonstige Wiederherstellungsarbeiten

Art. 50 - § 1. Für die in den Abschnitten 2 und 3 nicht erwähnten Wiederherstellungsarbeiten wird ein Zuschuss unter den folgenden kumulativen Bedingungen gewährt:

1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur;

2° die Parzelle besitzt ein biologisches Potenzial zwecks der Wiederherstellung eines natürlichen Lebensraumes oder eines Lebensraumes für Arten von gemeinschaftlichem Interesse;

3° der Antragsteller verpflichtet sich, die zugunsten der natürlichen Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse geschaffenen Einrichtungen während einer Mindestdauer von fünfzehn Jahren zu erhalten und in Stand zu halten;

4° der Antragsteller verpflichtet sich, die zugunsten der Arten und der Lebensräume von prioritärem gemeinschaftlichem Interesse geschaffenen Einrichtungen während einer Mindestdauer von dreißig Jahren zu erhalten und in Stand zu halten;

§ 2. Der Zuschuss wird bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen oder der Schuldforderungen gewährt.

Abschnitt 5. — Zuschüsse für die Bewirtschaftung von offenen Lebensräumen

Art. 51 - § 1. Ein Zuschuss wird für die Bewirtschaftung von offenen Lebensräumen zugunsten der Lebensräume und Arten von gemeinschaftlichem Interesse unter den folgenden kumulativen Bedingungen gewährt:

1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur;

2° die Parzelle besitzt ein biologisches Interesse zwecks der Erhaltung oder der Entwicklung eines natürlichen Lebensraums oder eines Lebensraums für Arten von gemeinschaftlichem Interesse;

3° der Antragsteller verpflichtet sich, die zugunsten der Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse geschaffenen Einrichtungen während einer Mindestdauer von fünf Jahren zu erhalten und in Stand zu halten.

§ 2. Der Zuschuss wird bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen oder der Schuldforderungen gewährt.

§ 3. Falls ein Eigentümer oder Bewirtschafter den vorliegenden Zuschuss in Anwendung von Artikel 47, Absatz 2 oder Artikel 49, § 6 beantragt und er die für die Gewährung vorgesehenen Bedingungen erfüllt, ihm dieser Zuschuss jedoch nicht gewährt werden kann, da keine ausreichenden Haushaltsmittel vorhanden sind, so ist der Eigentümer oder Bewirtschafter nicht weiter verpflichtet, die in Artikel 47, Absatz 1, 3° und in Artikel 48, § 2, 1° erwähnten Verpflichtungen für das betreffende Haushaltsjahr zu beachten.

KAPITEL VI. — *Zuschuss für den Erwerb von Grundstücken*

Art. 52 - § 1. Ein Zuschuss für den Erwerb eines Grundstücks wird den natürlichen oder juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts unter den folgenden kumulativen Bedingungen gewährt:

1° die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur;

2° der Käufer reicht seinen Antrag gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses oder der kraft dieses Erlasses verabschiedeten Erlasse ein;

3° der Käufer bleibt während dreißig Jahren Eigentümer des Grundstücks und er beachtet den betreffenden Verwaltungsplan während dieses Zeitraums;

4° Der Käufer reicht einen Antrag auf Unterschutzstellung im Sinne des Gesetzes vom 12. Juni 1973 ein oder er akzeptiert die Eingliederung des Grundstücks in eine Verwaltungseinheit 1, 2, 3, 4, 6, 7 oder 8;

In dem in Absatz 1, 3° erwähnten Fall und vorbehaltlich der Ausübung eines Vorkaufsrechts, unterbreitet der Käufer, der das Grundstück vor Ablauf der Frist von dreißig Jahren verkauft, prioritär der Wallonischen Region den Vorschlag, das Grundstück zum Marktwert zu erwerben, abzüglich des indexierten Betrags des gewährten Zuschusses.

Falls die Wallonische Region das Grundstück erwirbt, führt sie den Verwaltungsplan weiter durch.

Falls die Wallonische Region das Grundstück nicht erwirbt, so muss der Eigentümer den indexierten Betrag des gewährten Zuschusses erstatten.

Die in den Absätzen 3 und 4 erwähnte Indexierung wird auf der Grundlage des Gesundheitsindexes durchgeführt.

§ 2. Für die Wallonische Region deckt die Beteiligung der europäischen Mitfinanzierung 50% der für den Ankauf von Grundstücken eingegangenen tatsächlichen Kosten, ausschließlich der Mehrwertsteuer und der Registrierungsgebühr.

§ 2. Für die sonstigen öffentlichen Eigentümer sowie für die natürlichen oder juristischen Personen privaten Rechts deckt die öffentliche Beteiligung 50% der für den Ankauf von Grundstücken eingegangenen tatsächlichen Kosten, ausschließlich der Mehrwertsteuer falls es sich um Mehrwertsteuerpflichtige handelt, und ausschließlich der Registrierungsgebühr.

Der in § 1 erwähnte Zuschuss ist nicht kumulierbar mit dem in dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete und die Bezuschussung der Ankäufe von Grundstücken, die von den privaten Vereinigungen als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind, vorgesehenen Zuschuss oder mit jeder sonstigen öffentlichen Unterstützung für den Erwerb von Grundstücken.

Die Wertschätzung des Grundstücks erfolgt durch einen Notar oder durch das Immobilienerwerbskomitee unter Berücksichtigung der örtlich üblichen Preise für vergleichbare Objekte. Die Verwaltung behält sich das Recht vor, den Wert der zum Verkauf angebotenen Grundstücke neu schätzen zu lassen.

§ 3. Die eingereichten Anträge, die zur Zahlung des Zuschusses berechtigen, werden honoriert bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist.

§ 4. Jeder Antrag auf Zuschuss wird anhand des von der Verwaltung bereitgestellten Formulars an den Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, auf deren Gebiet der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist.

Dem Formular wird Folgendes beigefügt:

1° eine Abschrift der Verkaufszusage, die die personenbezogenen Angaben des Verkäufers, des Käufers und des Notars des Verkäufers enthalten;

2° eine Wertschätzung des Grundstücks, erstellt durch einen Notar oder durch das Immobilienerwerbskomitee unter Berücksichtigung der örtlich üblichen Preise für vergleichbare Objekte;

3° ein Auszug des Katasterplanes, in dem der genaue Umkreis, für welchen der Zuschuss beantragt wird, durch eine dünne rote Linie abgegrenzt wird;

4° ein Auszug aus der Karte IGN i.M. 1/10 000, in der das betroffene Gebiet in Rot identifiziert ist;

5° eine Kopie der betroffenen Katasterheberolle oder jeglichen anderen Dokuments zum Nachweis des Eigentums und der Fläche(n) der betroffenen Parzelle(n);

6° ein Entwurf für die Verwaltung der Parzelle;

Die Verwaltung prüft, ob jeder eingereichte Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

Dem Antragsteller wird innerhalb von zehn Werktagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

§ 5. Der Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen prüft die Zweckmäßigkeit des Zuschussantrags angesichts des biologischen Potenzials und angesichts der Erheblichkeit einer Unterschutzstellung im Sinne des Gesetzes vom 12. Juni 1973 über die Naturerhaltung oder einer Eingliederung des Grundstücks in eine Verwaltungseinheit 1, 2, 3, 4, 6, 7 oder 8.

Der mit dem Zuschussantrag befasste Direktor bezieht innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte Stellung zu diesem Antrag. Der Erwerb kann nur erfolgen, nachdem der Direktor seine ausdrückliche Zustimmung erteilt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, beim Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gegen die Verweigerung der Bezuschussung oder gegen die Tatsache, dass der Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, innerhalb von dreißig Tagen einen Einspruch einzulegen. Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen.

§ 6. Der Antrag auf Auszahlung muss spätestens zweiundzwanzig Monate nach dem Datum des Beschlusses über den Antrag auf Zuschuss bei dem Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen eingehen.

Auf Antrag der zuerst handelnden Partei übermittelt der Notar des Verkäufers innerhalb von drei Monaten vor Unterzeichnung der authentischen Urkunde über den Verkauf ein Schreiben an den Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen, in dem er ihm das für diese Unterzeichnung vorgesehene Datum mitteilt.

Der Zuschuss wird in einem Mal durch Überweisung auf das Konto des Notars ausgezahlt und zwar bei der Unterzeichnung der authentischen Urkunde über den Verkauf.

§ 7. Wird der Verkauf annulliert, wird der überwiesene Betrag der Wallonischen Region vollständig erstattet.

KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 53 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf alle laufenden Anträge auf Entschädigung und Bezuschussung, einschließlich der Anträge, die Gegenstand eines Einspruchs sind.

In Abweichung von Absatz 1 finden die Artikel 21, 25 und 28 Anwendung auf alle ab dem 1. Januar 2011 eingereichten Anträge auf Entschädigung und Bezuschussung.

Art. 54 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in den um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten wird aufgehoben.

Art. 55 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3540

[2012/206711]

8 NOVEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de uitvoering van het stelsel Natura 2000, inzonderheid op de artikelen 31, 36 en 37;

Gelet op besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 28 augustus 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies) uitgebracht op 12 september 2012;

Gelet op advies 51.875/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 12 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1290/2005 van de Raad van 21 juni 2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

Gelet op Verordening (EU) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op de beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandsontwikkeling van Wallonië (België) voor de periode 2007-2013;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-site afgebakend zouden kunnen worden, alsook de verbodsmaatregelen en de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, bepaalt;

Overwegende dat de uitvoering van de preventieve maatregelen met het oog op het behoud van de natuurlijke omgeving en van de soorten bijzondere verplichtingen oplegt aan de eigenaars en landbouw- en bosbeheerders gevestigd in de Natura 2000-sites alsmede in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net;

Overwegende dat de jaarlijkse Natura 2000-vergoedingen bestemd zijn om de verplichtingen betreffende de uitvoering van het preventieve stelsel te vereffenen, die kosten en inkomensverliezen voor de eigenaars en beheerders van Natura 2000-sites alsmede voor de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net teweegbrengen;

Overwegende dat het actieve beheer van de Natura 2000-sites, van de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en van de sites die deel uitmaken van de ecologische hoofdstructuur bevorderd moet worden door toelagen en vrijwillige acties die als doel hebben de natuurlijke, agrarische en bosomgeving te handhaven, te beheren of te herstellen om de soorten en de types natuurlijke habitats met een communautair belang waarvoor de sites zijn aangewezen, te handhaven of te herstellen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur en Bossen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Bestuur : Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° landbouwactiviteit : land- of tuinbouwproducten produceren, fokken of telen tot en met het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden of de grond in goede landbouw- en milieuconditie houden zoals bedoeld in artikel 6 van Verordening 73/2009 en in bijlage III bij deze Verordening;

3° landbouwer : een natuurlijke of rechtspersoon of een groepering van natuurlijke of rechtspersonen waarvan het bedrijf minstens gedeeltelijk gevestigd is op het grondgebied van het Waalse Gewest en die een landbouwactiviteit in de zin van punt 2° uitoefent;

4° aanwijzingsbesluit : besluit van de Waalse Regering genomen krachtens artikel 26 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

5° besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 : besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-sites, alsook op de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net;

6° boom met een biologische waarde : een boom met een biologische waarde in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

7° dode boom : een dode boom in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

8° besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2001 : het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2001 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-site afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

9° extensieve strook : een grasstrook gelegen in een beheerseenheid 4;

10° bossen of wouden : de bossen en wouden in de zin van artikel 2, eerste en tweede lid, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

11° oppervlakteaangifte : de aangifte van de producent waarin :

a) hij, voor de landbouwer, alle percelen die hij beheert en hun oppervlakten aangeeft, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 6, § 1, van verordening van de commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

b) hij, voor de boseigenaar, alle percelen van bossen en wouden, waarvan hij eigenaar is in een Natuur 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net en hun oppervlakten aangeeft;

12° in aanmerking komend woud : bossen en wouden :

a) gelegen binnen de perimeter van een Natura 2000-site, met uitzondering van exotische aanplantingen als dusdanig in kaart gebracht door het Bestuur in het aanwijzingsbesluit;

b) gelegen binnen een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, behalve de percelen bestaande uit naaldbomen waarvan de oppervlakte groter is dan tien are aan één stuk;

c) gelegen binnen een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-site en beschouwd als een in aanmerking komend woud volgens het gelijkvormigheidsattest van het Bestuur afgegeven overeenkomstig de bepalingen van artikel 45;

13° beheerder : een natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer, zoals landbouwer, boseigenaar of gebruiker, van een perceel in een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur;

14° instandhoudingseiland : een eiland dat de criteria bepaald in artikel 2, § 1, § 2 en § 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 naleeft;

15° werkdag : alle dagen van de week behalve de zaterdag, zondagen en verlofdagen;

16° Minister : de Minister bevoegd voor het Natuurbehoud;

17° bij elk ander middel om aan het schrijven een vaste datum te verlenen : zending per fax, aangetekend schrijven of neerlegging tegen ontvangstbewijs;

18° landbouwperceel : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teeltcyclus;

19° permanent weiland in een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net : elk landbouwperceel gelegen in een omtrek van een Natura 2000-site of van een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net en aangegeven bij het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS), voor het lopende jaar als permanent weiland of wei met een bijzonder statuut;

20° permanent weiland met zwakke druk : permanent weiland gelegen in een Natura 2000-site waarvoor het aanwijzingsbesluit geen bijzondere beperking wat betreft de bemesting oplegt;

21° permanent weiland met grote druk : een ander permanent weiland gelegen in een Natura 2000-site dan de permanente weilanden met zwakke druk;

22° openbare eigenaar : een publiekrechtelijk rechtspersoon eigenaar van gronden gelegen in het Waalse Gewest of houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft;

23° privé-eigenaar : een eigenaar van gronden gelegen in het Waalse Gewest die geen openbare eigenaar is, of de houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft;

24° Verordening nr. 73/2009 : Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1209/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

25° Verordening nr. 65/2011 : Verordening (EU) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 januari 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

26° beheerseenheid : beheerseenheid in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011.

HOOFDSTUK II. — Gemeenschappelijke bepalingen

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 2. Alleen de oppervlakten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest genieten de in dit besluit bedoelde vergoedingen en toelagen.

Art. 3. Het Bestuur is belast met de betaling van de vergoedingen en toelagen, met de terugvordering van de ten onrechte gestorte bedragen, met de toepassing van de straffen en met het beheer van de beroepen.

Art. 4. Elke begunstigde kan tijdens drie opeenvolgende boekhoudjaren de in de artikelen 26 en 33 bedoelde vergoedingen en toelagen ten belope van maximum 200.000 euro ontvangen, en dit, voor het geheel van zijn percelen opgenomen in Natura 2000-sites of in sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net.

Art. 5. De directeur-generaal van het Bestuur, of bij diens afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de vergoedingen en toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Afdeling 2. — Ecologische hoofdstructuur

Art. 6. § 1. De ecologische hoofdstructuur bestaat uit de Natura 2000-sites, de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en de sites met een grote biologische waarde.

§ 2. Een site met een hoge biologische waarde is een geografische eenheid die een geheel van habitat- of biotoopeenheden omvat, die homogeen en aangrenzend zijn of die op een afstand van minder dan 600 meter gelegen zijn. Die site herbergt minstens een zeldzaam, bedreigde of beschermde soort of minstens een zeldzaam, bedreigd of beschermd habitat zoals bedoeld in de artikelen 2, 2bis en 3, §§ 1 en 2, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Art. 7. De Minister bepaalt de ecologische hoofdstructuur.

Art. 8. Die structuur wordt periodiek door hem bijgewerkt om rekening te houden met de nieuwe biologische informatie en met de beschermings- en herstelacties van de veldactoren en om er de perken van te bepalen.

Afdeling 3. — Betaling en inning van de ten onrechte gestorte bedragen

Onderafdeling 1. — Betaling

Art. 9. § 1. De in de artikelen 19 en 26 bedoelde vergoedingen en de in artikel 33 bedoelde toelage worden jaarlijks betaald op grond van een aanvraag ingediend bij het Bestuur binnen de door laatstgenoemde bepaalde termijnen overeenkomstig de reglementering die de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid invoert.

Het Bestuur gaat na of elke ingediende aanvraag volledig is en met de bepalingen van dit besluit overeenstemt.

De vergoeding of de toelage wordt slechts toegekend indien de aangever de reglementering en de overeenstemmende verplichtingen, met inbegrip van welke die naar gelang het gemeenschappelijk recht gewijzigd zouden worden, over de oppervlakte waarvoor de aanvraag is ingediend, heeft nageleefd.

§ 2. De laattijdige indiening van de aanvraag leidt tot een vermindering van het bedrag van de vergoeding of de toelage met 1 % per dag vertraging tegenover de einddatum die het Bestuur heeft bepaald voor de indiening van de formulieren van oppervlakteaangifte.

§ 3. Elke aanvraag ingediend met meer dan vijftientig dagen vertraging is niet-ontvankelijk.

In dit geval gaat het recht op de vergoeding of op de toelage voor het betrokken jaar verloren zonder dat de begunstigde van zijn verbintenissen ontheven wordt.

Art. 10. § 1. De ingediende aanvragen die recht geven op een vergoeding of een toelage, worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

§ 2. De vergoeding of de toelage wordt op grond van de administratieve controles en, in voorkomend geval, op grond van de controles ter plaatse door het Bestuur vastgesteld op grond van alle relevante gegevens, met name die vermeld in de oppervlakteaangifte, in het aanwijzingsbesluit van de Natura 2000-site en in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011.

Afdeling 2. — Terugvordering van de ten onrechte gestorte bedragen

Art. 11. § 1. Indien een vergoeding of toelage onrechtmatig gestort wordt, kan het Bestuur voorzien in een compensatie met elk ander bedrag dat aan de aanvrager verschuldigd is voor de steun bedoeld in Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO) of in Verordening 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

De terugvordering van een ten onrechte gestort bedrag kan worden verricht door aftrek op de betalingen of op de voorschotten ten bate van de betrokken begunstigde na de beslissing tot inning.

Het vorige lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

§ 2. In geval van terugvordering wordt de rentevoet berekend tegen de wettelijke rentevoet. De rente wordt berekend over de periode die verstrijkt tussen de kennisgeving van de terugbetalingsverplichting aan de begunstigde en de terugbetaling of aftrek van de verschuldigde bedragen. Als de onverschuldigde betaling terug wordt betaald binnen de eerste dertig dagen volgend op de datum van het verzoek tot inning of als de aftrek van de verschuldigde sommen binnen dezelfde termijn plaatsvindt, is er geen enkele intrest verschuldigd.

Afdeling 4. — Controle

Art. 12. De ambtenaren en personeelsleden van het Bestuur worden ertoe gemachtigd om de naleving van de toekenningsvoorwaarden van de steun en toelagen alsmede de naleving van de verplichtingen te controleren.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 4, § 6, van Verordening 65/2011 leidt elke controleweigering van rechtswege tot het verlies van de vergoeding of van de toelage.

Afdeling 5. — Straf

Art. 14. § 1. De niet-naleving van de bepalingen bedoeld in het aanwijzingsbesluit, in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 leidt tot een verlaging van de steun.

Overeenkomstig artikel 18, § 2, van Verordening nr. 65/2011 wordt het bedrag van die verlaging bepaald naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving.

§ 2. Het stelsel voor de verlaging of de afschaffing van de steun en vergoedingen wordt ingedeeld in 6 niveaus vastgesteld als volgt :

1° Niveau 1 : waarschuwing;

2° Niveau 2 : verlaging met 10 % van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel of eigendom;

3° Niveau 3 : verlaging met 50 % van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel of eigendom;

4° Niveau 4 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel of eigendom;

5° Niveau 5 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel of eigendom en uitsluiting van het recht op de vergoeding of de toelage van het volgende jaar;

6° Niveau 6 : afschaffing van de jaarlijkse betaling voor het betrokken perceel of eigendom en terugvordering van de over de laatste vijf jaar geïnde bedragen, in voorkomend geval.

§ 3. Overeenkomstig artikel 18, § 3, van Verordening 65/2011 is het in aanmerking genomen niveau van de steunverlaging minstens van niveau 5 indien de niet-naleving het gevolg is van opzettelijke onregelmatigheden.

§ 4. Wanneer de niet-naleving door het gebrek aan een voorafgaandelijke vergunning wordt veroorzaakt, wordt het verlagingsniveau minstens van niveau 2.

§ 5. De Minister wordt ertoe gemachtigd om een verlagingsrooster naar gelang van de niet-nalevingen op te maken.

Het uitgesproken verlagingsniveau kan hoger of kleiner dan het in het verlagingsrooster bepaalde niveau zijn naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving.

§ 6. Indien verschillende gevallen van niet-naleving van de voorwaarden voor eenzelfde beheerseenheid of voor eenzelfde perceel worden vastgesteld, stemt het in aanmerking genomen verlagingsniveau overeen met het hoogste niveau.

In geval van herhaling of van permanent karakter van de onregelmatigheid of van een tweede verlaging tijdens dezelfde periode van vijf jaar, wordt het niveau van de steunverlaging met twee niveaus verhoogd.

Afdeling 6. — Beroepen

Art. 15. De begunstigde kan een beroep indienen tegen elke beslissing van het Bestuur betreffende de vergoedingen of toelagen bij de Inspecteur-generaal van het Departement Steun van het Bestuur voor de vergoedingen en toelagen bedoeld in de hoofdstukken 3 en 4 of bij de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen voor de in de hoofdstukken 5 en 6 bedoelde toelagen.

Art. 16. Om ontvankelijk te zijn moet dit schriftelijke beroep bij aangetekend schrijven of bij elk middel om aan het schrijven een vaste datum te verlenen gestuurd worden binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing of na afloop van de in artikel 41, tweede lid, bedoelde termijn en vergezeld worden van de argumenten en documenten ter staving van zijn beroep.

Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een verlofdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd.

Elk beroep dat in een andere vorm of buiten de bepaalde termijn wordt gezonden, is niet-ontvankelijk.

Art. 17. De Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen beschikt over zestig dagen om zijn beslissing mede te delen aan de aanvrager.

Afdeling 7. — Overdracht

Art. 18. Wanneer de aanvrager of de begunstigde van een vergoeding of een toelage een oppervlakte gelegen in een Natura 2000-site of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net tijdelijk of definitief aan een derde overdraagt, bepaalt de overdrager ten bate van het Waalse Gewest dat de overnemer de verplichtingen betreffende deze oppervlakte moet naleven.

HOOFDSTUK III. — *Agrarische vergoeding**Afdeling 1. — Bedrag van de vergoeding*

Art. 19. § 1. Er wordt een jaarlijkse vergoeding van 100 euro per hectare toegekend aan de landbouwers die permanente weilanden in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net uitbaten, tot en met het jaar van de aanwijzing ervan, indien het aanwijzingsbesluit, wat dit laatste jaar betreft, na 31 maart in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

§ 2. Een jaarlijkse vergoeding wordt toegekend aan de landbouwers die landbouwpercelen opgenomen in de Natura 2000-sites vallend onder de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 uitbaten.

Het bedrag van die vergoeding wordt als volgt bepaald :

1° honderd euro per hectare voor de oppervlakten permanente weilanden met zwakke druk;

2° tweehonderd euro per hectare voor de oppervlakten permanente weilanden met grote druk;

3° tweehonderd euro per hectare voor de oppervlakte van teelten voor de aanwezigheid van zware broom (*bromus grossus*).

§ 2. Een jaarlijkse vergoeding wordt toegekend aan de landbouwers die landbouwpercelen opgenomen in de Natura 2000-sites waarvan het aanwijzingsbesluit uiterlijk op 31 maart van het betrokken jaar aangenomen en bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*, uitbaten.

Het bedrag van die vergoeding wordt als volgt bepaald :

1° honderd euro per hectare voor de oppervlakten van verbindingsweiden die overeenstemmen met de beheerseenheid 5, of voor de oppervlakten van permanente weilanden in Natura 2000-site afkomstig van teelten die met de beheerseenheid 11 overeenstemmen;

2° vijftiengintig euro en negentig centiemen per schijf van twintig meter "extensieve stroken", beheerseenheid 4;

3° vierhonderd veertig euro per hectare voor de oppervlakten van permanente weilanden in Natura 2000-site gelegen in een andere beheerseenheid.

Art. 20. De periode gedekt door de in dit hoofdstuk vermelde vergoedingen begint op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 21. § 1. Behalve in behoorlijk gerechtvaardigd geval en onverminderd artikel 9 van Verordening 65/2011 wordt de vergoeding betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft.

§ 2. Als de controles ter plaatse niet zijn kunnen worden uitgevoerd, wordt de vergoeding tegen 75 % betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft voor zover de administratieve controles beëindigd zijn.

Art. 22. Een kennisgeving van de berekening van de toegekende vergoeding wordt na elke jaarlijkse periode gedekt door de vergoeding aan de begunstigde gezonden.

Art. 23. De in artikel 18 bedoelde overdracht heeft pas uitwerking op 1 januari van het jaar volgend op deze overdracht.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toelaatbaarheid en voor het in aanmerking komen

Art. 24. Om de in artikel 19 bedoelde vergoeding te kunnen genieten, moet de landbouwer de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen :

1° in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) bij het Bestuur geïdentificeerd zijn overeenkomstig de bepalingen van Verordening nr. 73/2009;

2° jaarlijks binnen de door het Bestuur bepaalde termijn een vergoedingsaanvraag bij aangetekend schrijven of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs indienen bij de Directie Buitendiensten van het Departement Steun van het Bestuur aan de hand van het door het Bestuur vastgestelde formulier voor de oppervlakteaangifte;

3° over het perceel beschikken op de door het Bestuur bepaalde datum overeenkomstig artikel 35, § 1, van Verordening (EG) nr. 73/2009.

Om te voldoen aan het criterium bepaald in het eerste lid 2° geeft de landbouwer in de oppervlakteaangifte alle landbouwpercelen aan die hij uitbaat met inbegrip van degene waarvoor geen steun, toelage of vergoeding, ongeacht het steunstelsel, wordt aangevraagd. De behoorlijk ingevulde, gedateerde en getekende aanvraag wordt vergezeld van een afschrift van de door het Bestuur verstrekte fotoplannen waarop de aangegeven percelen met nauwkeurigheid worden gelokaliseerd.

Art. 25. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 19 bedoelde vergoeding beschikt de landbouwer over een gecumuleerde oppervlakte die minstens een vergoeding van honderd euro teweegbrengt.

HOOFDSTUK IV. — Niet-agrarische bijkomende vergoeding en toelage

Afdeling 1. — Niet-agrarische vergoeding

Onderafdeling 1. — Bedrag van de vergoeding

Art. 26. § 1. Er wordt een jaarlijkse vergoeding van veertig euro per hectare in aanmerking komend woud toegekend aan de privé-eigenaars voor de percelen van in aanmerking komend woud, in de zin van artikel 1, 12°, a) en 12°, c), voor zonder het aanwijzingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt uiterlijk op de datum bepaald door het Bestuur voor het indienen van de oppervlakteaangiften.

§ 2. Er wordt een jaarlijkse vergoeding van twintig euro per hectare in aanmerking komend woud toegekend aan de privé-eigenaars voor de percelen van in aanmerking komen woud, in de zin van artikel 1, 12°, b), tot en met het jaar van aanwijzing van de Natura 2000-site, indien het aanwijzingsbesluit, wat betreft dit laatste jaar, in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt na de datum bepaald door het Bestuur voor het indienen van de oppervlakteaangiften.

Art. 27. De periode gedekt door de in dit hoofdstuk vermelde vergoedingen begint op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 28. § 1. Behalve in behoorlijk gerechtvaardigd geval en onverminderd artikel 9 van Verordening 65/2011 wordt de vergoeding betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft.

§ 2. Als de controles ter plaatse niet zijn kunnen worden uitgevoerd, wordt de vergoeding tegen 75 % betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft voor zover de administratieve controles beëindigd zijn.

Art. 29. Een kennisgeving van de berekening van de toegekende vergoeding wordt na elke jaarlijkse periode gedekt door de vergoeding aan de begunstigde gezonden.

Art. 30. De in artikel 18 bedoelde overdracht heeft pas uitwerking op 1 januari van het jaar volgend op deze overdracht.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor de toelaatbaarheid en voor het in aanmerking komen

Art. 31. Om de in artikel 26 bedoelde vergoeding te kunnen genieten, moet de privé-eigenaar de volgende cumulatieve toelaatbaarheidsvoorwaarden vervullen :

1° in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) bij het Bestuur geïdentificeerd zijn overeenkomstig de bepalingen van Verordening nr. 73/2009;

2° jaarlijks binnen de door het Bestuur bepaalde termijn een vergoedingsaanvraag bij aangetekend schrijven of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs indienen bij de Directie Buitendiensten van het Departement Steun van het Bestuur aan de hand van het door het Bestuur vastgestelde formulier voor de oppervlakteaangifte;

3° over het perceel beschikken op de door het Bestuur bepaalde datum overeenkomstig artikel 35 van Verordening (EG) nr. 73/2009.

Art. 32. Om de in artikel 26 bedoelde vergoeding te kunnen genieten, moet de privé-eigenaar de volgende cumulatieve voorwaarden voor het in aanmerking komen vervullen :

1° over een gecumuleerde oppervlakte bedoeld in artikel 26 beschikken, die minstens een vergoeding van honderd euro teweegbrengt;

2° de instandhoudingseilanden op het fotoplan identificeren en op het terrein fysisch markeren volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten;

3° volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten de volgende bomen op het terrein fysisch markeren :

a) minstens twee dode bomen per hectare bossen en wouden buiten het instandhoudingseiland;

b) minimum één boom met een biologische waarde per 2 hectaren van in aanmerking komend woud buiten het instandhoudingseiland.

Om aan het in het eerste lid, 3°, bedoelde criterium te voldoen, geeft de eigenaar in de oppervlakteaangifte alle woudpercelen aan die hij in de Natura 2000-sites of in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net, bezit. De behoorlijk ingevulde, gedateerde en getekende aanvraag wordt vergezeld van een afschrift van de door het Bestuur verstrekte fotoplannen waarop de aangegeven percelen met nauwkeurigheid worden gelokaliseerd.

Afdeling 2. — Bijkomende niet-agrarische toelage

Art. 33. § 1. De privé-eigenaar die de in artikel 26 bedoelde niet-agrarische vergoedingen geniet, krijgt een bijkomende toelage als hij erom verzoekt in zijn vergoedingsaanvraag bedoeld in artikel 31, eerste lid, 2°.

Die bijkomende toelage wordt toegekend voor de oppervlakten :

1° aan de rand die bestaat uit een strook van 20 meter breed boven de 10 meter;

2° van een instandhoudingseiland dat boven de eerste 3 % oppervlakte van instandhoudingseilandje ligt.

§ 2. Om die bijkomende toelage te genieten moet de privé-eigenaar :

1° de randen op het fotoplan identificeren;

2° de instandhoudingseilanden op het fotoplan identificeren en op het terrein fysisch markeren volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

§ 3. De in § 1 bedoelde toelage kan ook aan de openbare eigenaars, die geen gewestelijke of federale eigenaars zijn, toegekend worden, ongeacht de oppervlakte van de bossen en wouden waarvan ze eigenaar zijn, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in § 1, voor oppervlakten groter dan het minimum bepaald bij artikel 71, eerste lid, 4°, en bij artikel 71, tweede lid, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek.

§ 4. Het bedrag van de bijkomende toelage is vastgelegd op 100 euro voor elke hectare bedoeld in § 1.

§ 5. De gecumuleerde minimale oppervlakte om de bijkomende toelage te krijgen is vastgelegd op 1 ha. Ze mag bestaan uit meerdere delen voor zover ze een individuele oppervlakte van 10 aren bestrijken.

De voor instandhoudingseilanden in aanmerking komende oppervlakte moet betrekking hebben op gebieden van grof hout of in voorkomend geval van andere beboste gebieden. In geen geval mogen de bijkomende instandhoudingseilanden in de open omgevingen aangewezen worden. Hun oppervlakte mag niet groter zijn dan tien percent van de totaaloppervlakte van de eigendom in Natura-2000.

§ 6. De randen en instandhoudingseilanden die voor deze bijkomende toelage in aanmerking komen, worden gedurende minimum dertig jaar in stand gehouden.

Art. 34. De periode gedekt door de in dit hoofdstuk vermelde bijkomende toelagen begint op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 35. § 1. Behalve in behoorlijk gerechtvaardigd geval en onverminderd artikel 9 van Verordening 65/2011 wordt de vergoeding betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft.

§ 2. Als de controles ter plaatse niet zijn kunnen worden uitgevoerd, wordt de vergoeding tegen 75 % betaald binnen het jaar waarop ze betrekking heeft voor zover de administratieve controles beëindigd zijn.

Art. 36. Een kennisgeving van de berekening van de toegekende bijkomende toelage wordt na elke jaarlijkse periode gedekt door de toelage.

Art. 37. De in artikel 18 bedoelde overdracht heeft pas uitwerking op 1 januari van het jaar volgend op deze overdracht.

HOOFDSTUK V. — Toelagen aan het herstel en aan het beheer van de open omgevingen

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 38. § 1. Er kan een toelage toegekend worden voor werken tot herstel van natuurlijke habitats en habitats van soorten met een gemeenschappelijke waarde, alsook voor beheerswerken van open omgevingen onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 46, 47, 48, 49, 50 en 51.

Het Bestuur onderzoekt of elke ingediende aanvraag volledig en conform is.

§ 2. Het Bestuur beoordeelt de opportuniteit van de toelagenaanvraag t.a.v. het biologische potentieel en op basis van een vergelijking van de identificeerbare kosten en winsten van de verrichting voor biodiversiteit.

De Minister kan de modaliteiten voor die vergelijking bepalen.

§ 3. De toelage wordt toegekend aan de beheerders of aan de openbare of privé-eigenaars van terreinen gelegen in het Waalse Gewest.

§ 4. Indien de uitvoering van handelingen of werken een stedenbouwkundige of globale vergunning vereist of indien die handelingen of werken aan een stedenbouwkundige verklaring onderworpen worden, kunnen de toelagen pas toegekend worden als de aanvrager die vergunning heeft verkregen of zijn verklaring heeft medegedeeld.

Art. 39. § 1. Elke toelageaanvraag wordt ingediend aan de hand van het formulier dat door het Bestuur afgeleverd wordt en gericht aan de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waar het eigendom of het perceel of, in voorkomend geval, het merendeel daarvan zich bevindt.

§ 2. Het formulier gaat vergezeld van :

1° een kostenraming van de overwogen werken of bedrijfsbestekken;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de exacte perimeter waarop de toelageaanvraag betrekking heeft met een fijne rode streep afgebakend is;

3° een uittreksel uit de NGI-kaart (1/10 000e) waar betrokken gebied in het rood geïdentificeerd wordt;

4° een afschrift van betrokken kadastrale legger of van elk ander stuk waaruit het eigendom van betrokken perceel (percelen) afgeleid kan worden;

5° desgevallend, een mandaat behoorlijk getekend door betrokken eigenaar(s).

§ 3. Binnen tien werkdagen wordt een bericht van ontvangst aan de aanvrager gericht.

Art. 40. Binnen een Natura 2000-site of binnen een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of binnen de ecologische hoofdstructuur mag slechts één toelagedossier per eigenaar of beheerder en per kalenderjaar aanvaard worden. In dat dossier mogen verschillende percelen en/of verschillende soorten toelagen opgenomen worden.

Art. 41. De directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waarbij de aanvraag om toelage wordt ingediend, deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier en bepaalt de beheerseenheid waartoe het (de) perceel/percelen na herstel behoort/behoren. De werkzaamheden beginnen pas na ontvangst van de instemming van de directeur en, in voorkomend geval, van de machtigingen en vergunningen die nodig zijn voor de verwezenlijking van de werkzaamheden.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de aanvraag geacht geweigerd te zijn.

Art. 42. De toelage wordt in één keer uitbetaald na een administratieve controle ter plaatse door het Bestuur op basis van de bedoelde forfaitaire bedragen, of op voorlegging van de afschriften van de door de aanvrager betaalde facturen, of op voorlegging van een schuldvorderingsverklaring.

Art. 43. De voorgelegde facturen worden goedgekeurd door het Bestuur en moeten overeenkomen met de marktprijzen. De schuldvorderingsverklaringen worden goedgekeurd door het Bestuur op basis van de vergelijking met minstens twee bestekken opgemaakt door bedrijven, en verstrekt door de aanvrager.

Art. 44. De aanvraag tot betaling moet bij de Directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen toekomen uiterlijk tweeëntwintig maanden na de beslissingsdatum over de aanvraag om toelage.

Art. 45. Na uitvoering van de herstelwerken, verstrekt het Bestuur de eigenaar of de beheerder een conformiteitsattest waarbij de beheerseenheid waartoe het (de) perceel/percelen na herstel behoort (behoren), wordt bepaald.

Dit conformiteitsattest biedt de eigenaar of de beheerder de mogelijkheid om, als hij dat wenst, de vergoedingen bedoeld in de artikelen 19 en 26 aan te vragen.

Afdeling 2. — Toelage voor het herstel van grasperken en heiden

Art. 46. De voor de toelage in aanmerking komende werken en bedragen bestaan uit :

1° de ontbossing op basis van betaalde facturen of van schuldvorderingsaanvragen;

2° de verwijdering van het struikgewas op basis van betaalde facturen of van schuldvorderingsaanvragen;

3° het plaatsen van omheiningen op basis van betaalde facturen of van schuldvorderingsaanvragen;

4° de installatie van schuilplaatsen voor schapen naar rato van 40 % van het bedrag van de werken, laatstgenoemde worden beperkt tot 3.000 euro, per schuilplaats en met een maximum van één schuilplaats per 5 ha herstellende omgevingen.

Art. 47. De in artikel 46 bedoelde toelage wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag om toelage ligt in een Natura 2000-locatie of een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of in de ecologische hoofdstructuur;

2° het perceel moet een biologisch potentieel bezitten om er een grasland of heide te herstellen;

3° de eigenaar of de beheerder moet het open karakter van het grasland of de heide behouden gedurende een periode van vijftien jaar te rekenen vanaf de toekenning van de toelage, door de verwijdering van het struikgewas of het maaien of door de vaststelling van een programma van extensieve begrazing dat op basis van een wetenschappelijk verslag van de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen wordt goedgekeurd.

In het geval vermeld in het eerste lid, 3°, kan de eigenaar of de beheerder om de toelage bedoeld in artikel 51 verzoeken om het karakter van het grasperk of de heide te behouden.

Afdeling 3. — Toelage voor de exploitatie van naaldbomen

Art. 48. § 1. De toelage wordt toegekend voor de percelen :

1° die zich in een Natura 2000-locatie bevinden of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net, of in een ecologische hoofdstructuur;

2° die een biologisch potentieel bezitten om er een type natuurlijk habitat of een habitat van een soort van communautair belang te herstellen;

3° waarvan het eventueel actief draineringsnetwerk niet-operationeel wordt gemaakt;

4° die in gebieden gelegen zijn, waar de aanplanting van naaldbomen tijdens de aanplanting wettelijk toegelaten was.

§ 2. Na de exploitatie moet de begunstigde van de toelage gedurende een minimale periode van dertig jaar :

1° hetzij het open karakter vrijwaren door de verwijdering van het struikgewas, de begrazing of het regelmatig maaien;

2° hetzij de natuurlijke regeneratie van inheemse loofboomsoorten valoriseren of ze in stations herplanten.

Art. 49. § 1. De bedragen van de werkzaamheden bedoeld in artikel 48 worden bepaald als volgt :

1° het bedrag van de toelagen voor ontbossing wordt jaarlijks door het Bestuur aangenomen en op zijn internetsite bekendgemaakt aan de hand van de beproefde methodologie inzake raming van de kosten van de specifieke beheersmaatregelen voor de boshabitats Natura 2000. Die methodologie is goedgekeurd door het Bestuur en voorziet in schadetabels naar gelang van de soort, de leeftijd, de vruchtbaarheidsklasse, de exploitatieperiode en de handelswaarde.

2° in een eerste fase wordt de kostprijs van een opstand bepaald op grond van de leeftijd die hij op de datum van de ontbossing bereikt heeft. Die kostprijs is de som van de uitgaven die sinds de installatie geactualiseerd zijn, na aftrek van de ontvangsten die sinds de installatie geactualiseerd zijn. De actualisatievoet is de interne rendabiliteitsvoet, met name de werkingsvoet van de investering, voor de investeringsduur die de maximale rendabiliteit waarborgt;

3° de ontbossingstoelage wordt vervolgens berekend als het verschil tussen de kostprijs op de leeftijd van de ontbossing en de handelswaarde van de producten, waaraan desgevallend bijzondere onkosten toegevoegd worden die voortvloeien uit specifieke exploitatieverplichtingen of, desgevallend, onkosten voor de vernietiging van het houtmateriaal wanneer het geen handelswaarde heeft.

De administratie raamt die bedragen op basis van het mobiele gemiddelde van de marktprijzen, berekend over de laatste vijf jaren. Dat rooster wordt opnieuw geëvalueerd in geval van afwijking hoger dan drie percent van het mobiele gemiddelde van de houtprijzen.

De toelage wordt beperkt tot zeventuizend euro per hectare, ongeacht de productiviteitsklasse.

De toegekende toelagen worden op basis van een door de administratie verrichte raming t.o.v. die maximumbedragen verminderd op grond van de volgende criteria :

- a) wildschade;
- b) de oppervlakte ingenomen door (levende en dode) bomen aangetast door de spintkever;
- c) de oppervlakte ingenomen door omgewaaide opstanden.

4° het Bestuur raamt die bedragen op basis van het mobiele gemiddelde van de marktprijzen, berekend over de laatste vijf jaren. Dat rooster wordt opnieuw geëvalueerd in geval van afwijking hoger dan drie percent van het mobiele gemiddelde van de houtprijzen;

5° de toelage wordt beperkt tot zeventuizend euro per hectare, ongeacht de productiviteitsklasse;

6° de toegekende toelagen worden op basis van een door het Bestuur verrichte raming t.o.v. die maximumbedragen verminderd op grond van de volgende criteria :

- a) wildschade;
- b) de oppervlakte ingenomen door bomen aangetast door de spintkever;
- c) de oppervlakte ingenomen door omgewaaide opstanden.

§ 2. In klasse 6 van de sparopstanden, stemmen de exploitatiekosten, als de ontbossing met behulp van rupswerktuigen plaatsvindt, overeen met een forfaitair bedrag van 3.000 euro per ha. In dit geval wordt de toelage bedoeld in § 1 niet toegekend.

3° De opvulling van de draineerbuizen wordt gesubsidieerd op basis van een bedrag dat door facturen of schuldvorderingsaangiftes wordt gerechtvaardigd, voor een herstel van de waterhuishouding over het geheel van de oppervlakte.

§ 4. Als de bosbouwbestemming volledig en helemaal wordt opgegeven na de exploitatie van de naaldbomen door de toekenning van een beheerseenheid met het afzien van die bestemming tot gevolg, wordt een bijkomende toelage van een forfaitair en eenmalig bedrag van tweeduizend euro per hectare toegekend.

§ 5. Als de bosbouwbestemming na de exploitatie van de naaldbomen gedurende een periode van dertig jaar wordt opgegeven, wordt een bijkomende toelage van een forfaitair en éénmalig bedrag van tweeduizend euro per hectare toegekend.

§ 6. Met het oog op het behoud van het open karakter bedoeld in artikel 48, § 2, 1°, kan de eigenaar of de beheerder om de toelage bedoeld in artikel 51 verzoeken.

Afdeling 4. — Toelage voor andere herstelwerken

Art. 50. § 1. Voor de herstelwerken die niet bedoeld zijn bij de tweede en de derde afdeling, wordt een toelage toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag om toelage ligt in een Natura 2000-locatie of een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of in de ecologische hoofdstructuur;

2° het perceel moet een biologisch potentieel bezitten om er een habitat of een habitat van een soort met een gemeenschappelijk belang te herstellen;

3° de aanvrager verbindt zich ertoe de inrichtingen die zijn opgericht voor de soorten en de habitats met een gemeenschappelijk belang gedurende minstens vijftien jaar te behouden en te onderhouden;

4° de aanvrager verbindt zich ertoe de inrichtingen die zijn opgericht voor de soorten en de habitats met een gemeenschappelijk belang gedurende minstens dertig jaar te behouden en te onderhouden.

§ 2. De toelage wordt toegekend ten belope van de betaalde facturen of van de schuldvorderingsaangiftes.

Afdeling 5. — Toelage voor het beheer van open omgevingen

Art. 51. § 1. Een toelage wordt toegekend voor het beheer van de open omgevingen ten gunste van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang onder de volgende voorwaarden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag om toelage ligt in een Natura 2000-locatie of een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of in de ecologische hoofdstructuur;

2° het perceel moet een biologisch potentieel bezitten om er een habitat of een natuurlijk habitat of een habitat van een soort met een gemeenschappelijk belang te herstellen;

3° de aanvrager verbindt zich ertoe de inrichtingen die zijn opgericht voor de soorten en de habitats met een gemeenschappelijk belang gedurende minstens vijf jaar te behouden en te onderhouden.

§ 2. De toelage wordt toegekend ten belope van de betaalde facturen of van de schuldvorderingsaangiftes.

§ 3. Wanneer een eigenaar of een beheerder om deze toelage verzoekt overeenkomstig artikel 47, tweede lid of overeenkomstig artikel 49, § 6, dat hij aan de voorwaarden voldoet om ervoor in aanmerking te komen, maar de toelage toch niet kan verkrijgen wegens begrotingstekort, is hij niet meer verplicht de verplichtingen bedoeld in artikel 47, eerste lid, 3°, en in artikel 48, § 2, 1°, na te leven voor het betrokken begrotingsjaar.

HOOFDSTUK VI. — *Toelage voor de aankoop van gronden*

Art. 52. § 1. Een toelage voor de aankoop van een grond wordt toegekend aan natuurlijke personen of aan privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen onder de volgende voorwaarden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag om toelage ligt in een Natura 2000-gebied of een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of in de ecologische hoofdstructuur;

2° de koper dient zijn aanvraag in overeenkomstig de bepalingen van dit besluit of van de besluiten die krachtens dit besluit worden genomen;

3° de koper blijft eigenaar van de grond en leeft zijn beheersplan gedurende minstens dertig jaar na;

4° de koper dient een aanvraag in om onder een beschermingsstatuut te staan in de zin van de wet van 12 juli 1973 of aanvaardt de integratie van de grond in een beheerseenheid 1, 2, 3, 4, 6, 7 of 8.

In het geval vermeld onder het eerste lid, 3°, onder voorbehoud van een recht van voorkoop, als de koper de grond vóór het verlopen van de termijn van dertig jaar verkoopt, geeft hij eerst het Waalse Gewest de mogelijkheid om de grond te kopen tegen de marktprijs, na aftrek van het geïndexeerd bedrag van de toegekende toelage.

Als het Waalse Gewest de grond koopt, zorgt het voor de uitvoering van het beheersplan.

Als het Waalse Gewest de grond niet koopt, moet de eigenaar het geïndexeerd bedrag van de toegekende toelage terugbetalen.

De in het derde en in het vierde lid bedoelde indexering wordt uitgevoerd op basis van de gezondheidsindex.

§ 2. Voor het Waalse Gewest, dekt de tegemoetkoming de Europese medefinanciering 50 % van de werkelijke kosten voor de aankoop van gronden, exclusief btw en registratierechten.

Voor de anderen openbare eigenaars alsook voor de natuurlijke personen of privaatrechtelijke rechtspersonen, dekt de openbare tegemoetkoming 50 % van de werkelijke kosten voor de aankoop van gronden, exclusief btw voor degenen die eraan onderworpen zijn, en exclusief registratierechten.

De in § 1 bedoelde toelage is niet cumuleerbaar met de toelage bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten en de toekenning van subsidies met het oog op de aankoop van door privéverenigingen in erkende natuurreservaten op te richten terreinen of van elke andere overheidssteun voor de aankoop van een grond.

De waarde van de grond dient te worden geschat door een notaris of door het Comité voor de aankoop van gebouwen ten opzichte van de plaatselijke prijzen voor de verkoop van vergelijkbare goederen. Het Bestuur behoudt zich het recht om de waarde van de gronden die te koop worden aangeboden, te laten herschatten.

§ 3. De ingediende aanvragen die recht geven op de subsidie worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt.

§ 4. Elke aanvraag om toelage wordt ingediend aan de hand van het formulier dat door de administratie afgeleverd wordt en gericht aan de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waar het eigendom of in voorkomend geval het merendeel daarvan zich bevindt.

Het formulier gaat vergezeld van :

1° een afschrift van de ondertekende voorlopige koopakte, met vermelding van de gegevens van de verkoper, van de aankoper en van de notaris van de verkoper;

2° een schatting van de grond, verricht door een notaris of door het Comité voor de aankoop van gebouwen ten opzichte van de plaatselijke prijzen voor de verkoop van vergelijkbare goederen;

3° een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de exacte perimeter waarop de toelageaanvraag betrekking heeft met een fijne rode streep afgebakend is;

4° een uittreksel uit de NGI-kaart (1/10 000e) waar betrokken gebied in het rood geïdentificeerd wordt;

4° een afschrift van betrokken kadastrale legger of van elk ander stuk waaruit het eigendom en de oppervlakte(n) van betrokken perceel (percelen) afgeleid kan worden;

6° een ontwerp van beheer van het perceel.

Het Bestuur onderzoekt of elke ingediende aanvraag volledig en conform is.

Binnen tien werkdagen wordt een bericht van ontvangst aan de aanvrager gericht.

§ 5. De directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen beoordeelt de opportuniteit van de aanvraag t.a.v. het biologische potentieel alsook het belang om onder een beschermingsstatuut te staan in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of de integratie van de grond in een beheerseenheid 1, 2, 3, 4, 6, 7 of 8.

De directeur van de directie waarbij de aanvraag om toelage wordt ingediend, spreekt zich uit over de aanvraag binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier. De aankoop wordt enkel verricht na het uitdrukkelijk akkoord van de directeur te hebben ontvangen.

De aanvrager kan een beroep indienen bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent aan de verzending, aan de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen tegen de beslissing tot weigering van de toelage of indien de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen geen beslissing genomen heeft binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van genoemde beslissing. De Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen beschikt over zestig dagen om de aanvrager kennis te geven van de beslissing, bij een ter post aangetekende brief.

§ 6. De aanvraag tot betaling moet bij de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen toekomen uiterlijk tweeëntwintig maanden na de beslissingsdatum over de aanvraag om toelage.

Op verzoek van de meest gerede partij, richt de notaris van de verkoper binnen drie maanden vóór het verlijden van de notariële koopakte, een schrijven aan de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waarin de geplande datum voor dat verlijden wordt bevestigd

De toelage wordt in één keer uitbetaald op de rekening van de notaris, bij het verlijden van de notariële koopakte.

§ 7. In geval van annulering van de verkoop, wordt het betaalde bedrag volledig terugbetaald aan het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 53. Dit besluit is van toepassing op alle lopende aanvragen om vergoeding en toelage, met inbegrip van de aanvragen die het voorwerp uitmaken van een beroep.

In afwijking van het eerste lid, zijn de artikelen 21, 25 en 28 van toepassing op alle aanvragen om vergoeding en toelage ingediend vanaf 1 januari 2011.

Art. 54. Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk wordt opgeheven.

Art. 55. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2012.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3541

[2012/206710]

15 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en vue d'y intégrer des modalités de contrôle des absences pour maladie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2012;

Vu le protocole de négociation n° 574 du Comité de Secteur n° XVI, conclu le 13 juillet 2012;

Vu l'avis n° 52.044/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 413 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est remplacé par ce qui suit : « Section 1^{re}bis. — *Du contrôle des absences pour maladie*

Art. 413. Au sens de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1° service de contrôle : le service de contrôle médical choisi par le Gouvernement et auquel est soumis tout agent absent pour maladie;

2° médecin contrôleur : tout médecin agissant pour le compte du service de contrôle;

3° absence : toute absence pour maladie;

4° jour ouvrable : tout jour où l'agent est tenu de travailler;

5° médecin traitant : tout médecin, habituel ou non, choisi par l'agent et tout médecin désigné par le médecin traitant pour le remplacer;

6° lieu de séjour : la résidence habituelle ou temporaire de l'agent, un établissement de soins ou tout autre endroit où l'agent peut être trouvé pendant son absence.

Art. 413bis. L'agent qui se sent dans l'incapacité d'effectuer son travail en informe ou en fait informer la personne ou le service que lui indique un supérieur hiérarchique du niveau A, aussi tôt que possible et en tout cas avant 9 heures 30 m s'il est soumis à l'horaire variable ou, à défaut, avant l'heure à laquelle il était censé prendre ses fonctions. Il précise ou fait préciser son lieu de séjour. Dès le premier jour d'absence, à moins qu'il ne prévoie que son absence ne dure pas plus d'un jour, l'agent se fait également examiner à ses frais par son médecin traitant, lequel remplit immédiatement un certificat médical type.

L'alinéa 1^{er} et les articles 413ter à 413octies sont applicables à l'agent qui se sent dans l'incapacité de reprendre le travail à la date fixée par le médecin, même si l'agent prévoit que son absence ne se prolongera pas de plus d'un jour.

Art. 413ter. Les contrôles sont réalisés à l'initiative du service de contrôle ou à la demande du directeur général dont l'agent relève ou de son délégué.

Les contrôles sont effectués entre 8 heures et 20 heures. Un contrôle commencé avant 20 heures peut être poursuivi après 20 heures. Le médecin contrôleur, qui ne doit pas annoncer sa visite, justifie spontanément de son identité et de sa qualité auprès de l'agent.

Le médecin traitant mentionne sur le certificat médical type les raisons de l'absence et sa durée prévisible, exprimée en jours de calendrier. Il indique également si l'agent est ou n'est pas autorisé à sortir.

L'agent informe ou fait informer de la durée prévisible de son absence le service ou la personne qui lui est indiqué. Il envoie ou fait envoyer immédiatement par la poste ou par tout autre moyen équivalent au service de contrôle le certificat médical type, après l'avoir complété ou fait compléter en y indiquant notamment son lieu de séjour.

Art. 413quater. L'examen a lieu à l'endroit fixé par le service de contrôle ou le médecin contrôleur, sauf dans les cas visés à l'alinéa 2, où il a lieu au lieu de séjour.

L'agent que son médecin traitant n'a pas autorisé à sortir reste présent à son lieu de séjour pendant son absence, sauf cas de force majeure.